

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !

**RAPPORT PRESENTE AU XVIII^e CONGRES DU
PARTI SUR L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE L'U.R.S.S.
LE 10 MARS 1939**

STALINE

I - LA SITUATION INTERNATIONALE DE L'UNION SOVIETIQUE

Camarades, cinq années se sont écoulées depuis le XVII^e congrès du Parti. Période assez longue, comme vous le voyez. Pendant ce temps d'importants changements se sont produits dans le monde. Les Etats et les pays, leurs rapports entre eux sont devenus tout autres sur bien des points.

Quels sont précisément les changements survenus pendant cette période dans la situation internationale ?

Qu'est-ce donc qui a changé dans la situation extérieure et intérieure de notre pays ?

Pour les pays capitalistes, cette période a été une période de graves perturbations, tant dans le domaine économique, que politique.

Dans le domaine économique, ces années ont été des années de dépression ; puis, à partir de la seconde moitié de 1937, des années d'une nouvelle crise économique, d'un nouveau déclin de l'industrie aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, par conséquent, des années de nouvelles complications économiques. Dans le domaine politique, ces années ont été marquées par de sérieux conflits et perturbations politiques.

Voilà plus d'un an que la nouvelle guerre impérialiste est déchaînée sur un territoire immense qui va de Shanghai à Gibraltar, englobant plus de 500 millions d'hommes. La carte de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie est remaniée par des moyens violents. Tout le système du régime d'après-guerre, dit régime de paix, a été ébranlé jusque dans ses fondements.

Pour l'Union soviétique, au contraire, ce furent des années de croissance et de prospérité, des années d'un nouvel essor économique et culturel, des années d'un nouvel accroissement de sa puissance politique et militaire, des années de lutte pour le maintien de la paix dans le monde entier. Tel est le tableau d'ensemble.

Examinons les données concrètes relatives aux changements survenus dans la situation internationale.

1. Nouvelle crise économique dans les pays capitalistes. Aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières, pour un nouveau partage du monde.

La crise économique, qui a commencé dans les pays capitalistes pendant la seconde moitié de 1929, a duré jusqu'à la fin de 1933. Puis cette crise a évolué en dépression, après quoi une certaine animation, un certain essor a commencé dans l'industrie.

Mais cette animation industrielle ne s'est pas transformée en prospérité comme cela arrive ordinairement en période de reprise. Au contraire, à partir de la seconde moitié de 1937, une nouvelle crise économique a commencé, qui gagna d'abord les Etats-Unis, puis l'Angleterre, la France et nombre d'autres pays.

Ainsi, avant même de s'être remis des atteintes de la récente crise économique, les pays capitalistes se sont trouvés devant une nouvelle crise économique.

Cette circonstance a naturellement entraîné un accroissement du chômage. Le nombre des sans-travail qui avait diminué dans les pays capitalistes, de 30 millions en 1933 à 14 millions en 1937, est remonté, par suite de la nouvelle crise, à 18 millions.

La nouvelle crise a ceci de particulier qu'elle diffère à beaucoup d'égards de la crise précédente, et cela non pas dans le bon, mais dans le mauvais sens.

Premièrement, la nouvelle crise a commencé non pas après une période de prospérité industrielle, comme ce fut le cas en 1929, mais après une dépression suivie d'une certaine reprise qui ne s'était cependant pas transformés en prospérité. Cela signifie que la crise actuelle sera plus pénible, et qu'il sera plus difficile de la combattre que la crise précédente.

Ensuite, la crise actuelle n'a pas éclaté en temps de paix, mais dans une période où la deuxième guerre impérialiste a déjà commencé ; où le Japon, qui en est à sa deuxième année de guerre avec la Chine, désorganise l'immense marché chinois et le rend presque inaccessible aux marchandises des autres pays; où l'Italie et l'Allemagne ont déjà engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre, engloutissant à cet effet leurs réserves de matières premières et de devises-or ; où toutes les autres grandes puissances capitalistes commencent à se réorganiser sur le pied de guerre.

Cela signifie que pour sortir normalement de la crise actuelle, le capitalisme aura beaucoup moins de ressources que pendant la crise précédente.

Enfin, à la différence de la crise précédente, la crise actuelle n'est pas une crise générale; pour l'instant elle frappe surtout les pays forts au point de vue économique et qui ne se sont pas encore engagés dans la voie de l'économie de guerre. En ce qui concerne les pays agresseurs tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie, dont l'économie se trouve déjà sur le pied de guerre, ces pays, du fait même qu'ils intensifient leur industrie de guerre, ne connaissent pas encore la crise de surproduction dont ils approchent cependant. Cela signifie que, au moment où les pays économiquement forts et non agresseurs commenceront à se tirer de la crise, les pays agresseurs ayant épuisé dans leur fièvre guerrière leurs réserves d'or et de matières premières, entreront dans une période de crise atroce.

La preuve concrète nous en est fournie par les données relatives à l'état des réserves d'or recensées dans les pays capitalistes.

RESERVES D'OR RECENSEES DANS LES PAYS CAPITALISTES

(En millions d'anciens dollars-or)

	Fin 1936	Septembre 1938
Total des réserves	12 980	14 301
Etats-Unis	6 649	8 126
Angleterre	2 029	2 396
France	1 769	1 435
Hollande	289	595
Belgique	373	318
Suisse	387	407
Allemagne	16	17
Italie	123	124
Japon	273	97

Ce tableau montre que les réserves d'or de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, prises ensemble, sont inférieures aux réserves de la seule Suisse.

Voici quelques chiffres illustrant l'état de crise de l'industrie dans les pays capitalistes pendant les cinq dernières années, ainsi que l'essor de l'industrie en U.R.S.S.

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN POURCENTAGES PAR RAPPORT A 1929

(1929 = 100)

	1934	1935	1936	1937	1938
Etats-Unis	66.4	75.6	88.1	92.2	72.0

Angleterre	98.8	105.8	115.9	123.7	112.0
France	71.0	67.4	79.3	82.8	70.0
Italie	80.0	93.8	87.5	99.6	96.0
Allemagne	79.8	94.0	106.3	117.2	125.0
Japon	128.7	141.8	151.1	170.8	165.0
U.R.S.S.	238.3	293.4	382.3	424.0	477.0

Ce tableau montre que l'Union soviétique est le seul pays au monde qui ignore les crises et dont l'industrie progresse constamment.

Ce tableau montre ensuite qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, a déjà commencé et se développe une grave crise économique.

Ce tableau montre ensuite qu'une période de régression industrielle a commencé dès 1938 en Italie et au Japon, lesquels avaient plus tôt que l'Allemagne engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre.

Ce tableau montra enfin qu'en Allemagne, pays qui a réorganisé son économie sur le pied de guerre après l'Italie et le Japon, l'industrie marque encore pour le moment un progrès, peu sensible il est vrai, mais tout de même un progrès, — comme on l'a vu jusqu'à ces derniers temps au Japon et en Italie.

Sans aucun doute, à moins qu'il ne survienne quelque chose d'imprévu, l'industrie de l'Allemagne s'engagera dans la voie de la régression que suivent déjà le Japon et l'Italie. En effet, que signifie engager l'économie nationale dans la voie de l'économie de guerre ?

C'est orienter l'industrie dans un sens unique, vers la guerre ; c'est élargir par tous les moyens la production des objets nécessaires à la guerre, production qui n'est pas liée à la consommation nationale, c'est rétrécir à l'extrême la production et surtout le ravitaillement du marché en objets de consommation ;

c'est, par conséquent, restreindre la consommation de la population et placer le pays en face d'une crise économique.

Tel est le tableau concret du mouvement de la nouvelle crise économique dans les pays capitalistes.

On conçoit que le tour défavorable pris par les affaires économiques ne pouvait manquer d'entraîner une aggravation des rapports entre les puissances. Déjà la crise précédente avait brouillé toutes les cartes et amené une aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières.

La conquête de la Mandchourie et de la Chine du Nord par le Japon, la conquête de l'Ethiopie par l'Italie, autant de faits illustrant l'acuité de la lutte entre les puissances. La nouvelle crise économique devait conduire et conduit effectivement à une nouvelle aggravation de la lutte entre impérialistes.

Cette fois il ne s'agit plus ni de la concurrence sur les marchés, ni de la guerre commerciale, ni du dumping, Ces moyens de lutte sont depuis longtemps reconnus insuffisants. Il s'agit maintenant de repartager le monde, les zones d'influence, les colonies, au moyen de la guerre.

Pour justifier ses actes d'agression, le Japon prétendait que, lors de la signature du traité des neuf puissances, on l'avait lésé, on ne lui avait pas permis d'élargir son territoire aux dépens de la Chine, alors que l'Angleterre et la France possèdent d'immenses colonies.

L'Italie s'est rappelée qu'on l'avait lésée lors du partage du butin après la première guerre impérialiste, et qu'elle devait chercher une compensation aux dépens des zones d'influence de l'Angleterre et de la France. L'Allemagne, gravement éprouvée par la première guerre impérialiste et le traité de Versailles, s'est jointe au Japon et à l'Italie et a exigé l'extension de son territoire en Europe, la restitution des colonies que lui avaient enlevées les vainqueurs lors de la première guerre impérialiste.

C'est ainsi que s'est formé le bloc des trois Etats agresseurs.

La question d'un nouveau partage du monde au moyen de la guerre s'est inscrite à l'ordre du jour.

2. Aggravation de la situation politique internationale, faillite du système d'après-guerre des traités de paix, début d'une nouvelle guerre impérialiste.

Et voici les événements les plus importants de la période envisagée, qui ont marqué le début de la nouvelle guerre impérialiste. En 1935, l'Italie a attaqué l'Ethiopie et s'en est emparés. Pendant l'été de 1936, l'Allemagne et l'Italie ont entrepris en Espagne une intervention militaire, au cours de laquelle l'Allemagne a pris pied dans le nord de l'Espagne et dans le Maroc espagnol, et l'Italie dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares.

En 1937, après s'être emparé de la Mandchourie, le Japon envahit la Chine centrale et du Nord, occupe Pékin, Tientsin, Shanghai ; il évince de la zone occupée ses concurrents étrangers. Au début de 1938, l'Allemagne s'est annexé l'Autriche, et, à l'automne de 1938, la région des Sudètes de Tchécoslovaquie. A la fin de 1938, le Japon s'est emparé de Canton et, au début de 1939, de l'île de Haïnan.

C'est ainsi que la guerre, qui s'était imperceptiblement glissée vers les peuples, a entraîné dans son orbite plus de 500 millions d'hommes et étendu la sphère de son action sur un immense territoire, depuis Tientsin, Shanghai et Canton jusqu'à Gibraltar, en passant par l'Ethiopie.

Après la première guerre impérialiste, les Etats vainqueurs, principalement l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, avaient créé un nouveau régime de rapports entre les pays, le régime de paix d'après-guerre.

Ce régime avait pour bases principales, en Extrême-Orient, le pacte des neuf puissances et, en Europe, le traité de Versailles et toute une série d'autres traités. La Société des Nations était appelée à régler les rapports entre les pays dans le cadre de ce régime, sur la base d'un front unique des Etats, sur la base de la défense collective de la sécurité des Etats.

Cependant, les trois Etats agresseurs et la nouvelle guerre impérialiste déclenchée par eux ont renversé de fond en comble tout ce système du régime de paix d'après-guerre. Le Japon a déchiré le pacte des neuf puissances; l'Allemagne et l'Italie, le traité de Versailles. Afin de se délier les mains, ces trois Etats se sont retirés de la Société des Nations.

La nouvelle guerre impérialiste est devenue un fait.

Mais il n'est guère aisé, à notre époque, de rompre d'un seul coup les entraves et de se ruer droit dans la guerre, sans compter avec les traités de toute sorte, ni avec l'opinion publique. Les politiques bourgeois le savent bien.

Les meneurs fascistes le savent de même. C'est pourquoi, avant de se ruer dans la guerre, ils ont décidé de travailler d'une certaine manière l'opinion publique, c'est-à-dire de l'induire en erreur, de la tromper.

Un bloc militaire de l'Allemagne et de l'Italie contre les intérêts de l'Angleterre et de la France en Europe ? Allons donc, mais ce n'est pas un bloc ! «Nous» n'avons aucun bloc militaire. «Nous» avons tout au plus un innocent «axe Berlin-Rome», c'est-à-dire une certaine formule géométrique de l'axe. (*Rires.*)

Un bloc militaire de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon contre les intérêts des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France en Extrême-Orient ? Jamais de la vie ! «Nous» n'avons aucun bloc militaire. «Nous» avons tout au plus un innocent «triangle Berlin-Rome-Tokyo», c'est-à-dire un léger engouement pour la géométrie. (*Hilarité.*)

Une guerre contre les intérêts de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis ? Des bêtises ! «Nous» faisons la guerre au Komintern, et non à ces Etats. Si vous ne nous croyez pas, lisez le «pacte antikomintern» conclu entre l'Italie, l'Allemagne et le Japon.

C'est ainsi que messieurs les agresseurs pensaient travailler l'opinion publique, bien qu'il ne fût pas difficile de voir que toute cette maladroite comédie de camouflage était cousue de fil blanc. Car il serait ridicule de chercher des

«foyers» du Komintern dans les déserts de la Mongolie, dans les montagnes de l'Ethiopie, dans les brousses du Maroc espagnol. (*Rires.*)

Mais la guerre est inexorable. Il n'est point de voiles qui puissent la dissimuler. Car il n'est point d'«axes», de «triangles» et de «pactes antikomintern» capables de masquer ce fait que, pendant ce temps, le Japon a conquis un immense territoire en Chine ; l'Italie — l'Ethiopie ; l'Allemagne — l'Autriche et la région des Sudètes ; l'Allemagne et l'Italie ensemble — l'Espagne. Tout cela contre les intérêts des Etats non agresseurs. La guerre reste la guerre; le bloc militaire des agresseurs, un bloc militaire, et les agresseurs restent des agresseurs.

La nouvelle guerre impérialiste a ceci de caractéristique qu'elle n'est pas encore devenue une guerre universelle, une guerre mondiale.

Les Etats agresseurs font la guerre en lésant de toutes les façons les intérêts des Etats non agresseurs et, en premier lieu, ceux de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis, qui, eux, reculent et se replient en faisant aux agresseurs concession sur concession.

Ainsi nous assistons à un partage déclaré du monde et des zones d'influence aux dépens des intérêts des Etats non agresseurs, sans aucune tentative de résistance, et même avec une certaine complaisance de leur part. Cela est incroyable, mais c'est un fait. Comment expliquer ce caractère unilatéral et étrange de la nouvelle guerre impérialiste ?

Comment a-t-il pu se faire que des Etats non agresseurs disposant d'immenses possibilités, aient renoncé avec cette facilité et sans résistance à leurs positions et à leurs engagements pour plaire aux agresseurs ?

La raison n'en serait-elle pas dans la faiblesse des Etats non agresseurs ? Evidemment non ! Les Etats démocratiques non agresseurs, pris ensemble, sont incontestablement plus forts que les Etats fascistes tant au point de vue économique que militaire.

Comment expliquer alors les concessions que ces Etats font systématiquement aux agresseurs ?

On pourrait expliquer la chose, par exemple, par la crainte de la révolution, qui peut éclater si les Etats non agresseurs entrent en guerre, et si la guerre devient mondiale.

Certes, les politiques bourgeois savent que la première guerre impérialiste mondiale a abouti à la victoire de la révolution dans un des plus grands pays. Ils craignent que la deuxième guerre impérialiste mondiale ne conduise de même à la victoire de la révolution dans un ou plusieurs pays.

Mais pour le moment, ce n'est pas l'unique motif, ni même le motif principal. La principal motif, c'est que la majorité des pays non agresseurs et, en premier lieu, l'Angleterre et la France, ont renoncé à la politique de sécurité collective, à la politique de résistance collective aux agresseurs ; c'est que ces pays ont passé sur les positions de la non-intervention, de la «neutralité».

Formellement, on pourrait caractériser la politique de non-intervention comme suit : «Que chaque pays se défende contre les agresseurs, comme il veut et comme il peut, cela ne nous regarde pas ; nous ferons du commerce et avec les agresseurs et avec leurs victimes. »

Or, en réalité, la politique de non-intervention signifie encourager l'agression, donner libre cours à la guerre et, par conséquent, la transformer en guerre mondiale. La politique de non-intervention trahit la volonté, le désir de ne pas gêner les agresseurs dans leur noire besogne, de ne pas empêcher, par exemple, le Japon de s'empêtrer dans une guerre avec la Chine et mieux encore avec l'Union soviétique ; de ne pas empêcher, par exemple, l'Allemagne de s'enliser dans les affaires européennes, de s'empêtrer dans une guerre avec l'Union soviétique; de laisser les pays belligérants s'enliser profondément dans le borbier de la guerre; de les encourager sous main ; de les laisser s'affaiblir et s'épuiser mutuellement, et puis, quand ils seront suffisamment affaiblis, — d'entrer en scène avec des forces fraîches, d'intervenir, naturellement «dans l'intérêt de la paix», et de dicter ses conditions aux pays belligérants affaiblis.

Et ce n'est pas plus difficile que cela ! Prenons, par exemple, le Japon. Chose caractéristique : dès avant son invasion dans la Chine du Nord, tous les journaux français et anglais influents proclamaient hautement que la Chine était faible, incapable de résister ; que le Japon pourrait, avec son armée, subjuguier la Chine en deux ou trois mois. Ensuite, les politiques d'Europe et d'Amérique se sont mis à attendre, à observer.

Lorsque plus tard le Japon eut développé ses opérations militaires, on lui céda Shanghai, le coeur du capital étranger en Chine. On lui céda Canton, le foyer de l'influence exclusive de l'Angleterre dans la Chine méridionale; on lui céda Haïnan ; on le laissa cerner Hong-Kong. N'est-il pas vrai que tout cela ressemble beaucoup à un encouragement de l'agresseur : autrement dit, engage-toi plus à fond dans la guerre, et puis on verra.

Ou bien prenons l'Allemagne. On lui a cédé l'Autriche malgré l'engagement de défendre son indépendance ; on lui a cédé la région des Sudètes ; on a abandonné à son sort la Tchécoslovaquie en violant tous les engagements pris à son égard. Ensuite, on s'est mis à mentir tapageusement dans la presse au sujet de la «faiblesse de l'armée russe», de la «décomposition de l'aviation russe», des «désordres» en Union-soviétique, en poussant les Allemands plus loin vers l'Est, en leur promettant une proie facile et en leur disant : Amorcez seulement la guerre avec les bolcheviks, et pour le reste tout ira bien. Il faut reconnaître que cela aussi ressemble beaucoup à une excitation, à un encouragement de l'agresseur.

Caractéristique est le tapage que la presse anglo-française et nord-américaine a fait au sujet de l'Ukraine soviétique.

Les représentants de cette presse ont crié jusqu'à l'enrouement que les Allemands marchaient contre l'Ukraine soviétique, qu'ils avaient maintenant entre les mains ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique avec une population d'environ 700.000 habitants ; qu'au plus tard au printemps de cette année, ils réuniraient l'Ukraine soviétique, qui compte plus de 30 millions d'habitants, à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique.

Il semble bien que ce tapage suspect ait eu pour but d'exciter la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer un conflit avec l'Allemagne, sans raison apparente.

Certes, il est fort possible qu'il y ait en Allemagne des fous qui rêvent de réunir l'éléphant, c'est-à-dire l'Ukraine-soviétique, au moucheron, c'est-à-dire à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique. Et si réellement il y a là-bas de ces déséquilibrés, on peut être sûr que dans notre pays il se trouvera des camisoles de force en quantité suffisante pour ces aliénés. (*Rafale d'applaudissements.*)

Mais si on laisse de côté les aliénés et qu'on s'adresse aux gens normaux, n'est-il pas clair qu'il serait ridicule et stupide de parler sérieusement de la réunion de l'Ukraine soviétique à ce qu'on appelle l'Ukraine carpathique ? Songez un peu. Le moucheron vient trouver l'éléphant, et, les poings sur les hanches, il lui dit : « Ah ! mon cher frère, comme je te plains... Tu te passes de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, d'oppression nationale, de meneurs fascistes, ce n'est pas une vie... Je te regarde, et je ne puis m'empêcher de me dire : ton seul salut, c'est de te réunir à moi. .. (*Hilarité.*) Allons, soit ! Je te permets de réunir ton petit territoire à mon territoire immense. . . » (*Hilarité, applaudissements.*)

Fait encore plus caractéristique : certains politiques et représentants de la presse d'Europe et des Etats-Unis, ayant perdu patience à attendre la « campagne contre l'Ukraine soviétique », commencent eux-mêmes à dévoiler les dessous véritables de la politique de non-intervention. Ils parlent ouvertement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement « déçus » ; car, au lieu de pousser plus loin vers l'Est, contre l'Union soviétique, ils se sont tournés, voyez-vous, vers l'Ouest et réclament des colonies.

On pourrait penser qu'on a livré aux Allemands les régions de la Tchécoslovaquie pour les payer de l'engagement qu'ils avaient pris de commencer la guerre contre l'Union soviétique ; que les Allemands refusent maintenant de payer la traite, et envoient promener les souscripteurs.

Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc. Il serait puéril de faire la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine.

La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique, commencé par les partisans de la politique de non-intervention, pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec.

Tel est l'aspect véritable de la politique de non-intervention qui domine aujourd'hui.

Telle est la situation politique dans les pays capitalistes...

3. L'Union soviétique et les pays capitalistes.

La guerre a créé une nouvelle situation dans les relations entre pays. Elle y fait régner une atmosphère d'alarme et d'incertitude.

Après avoir ébranlé les fondements du régime de paix d'après-guerre et renversé les notions élémentaires du droit international, la guerre a mis en question la valeur des traités et des engagements internationaux. Le pacifisme et les projets de désarmement sont enterrés, ils ont fait place à la fièvre des armements.

Tous ont commencé à s'armer, les petits Etats comme les grands, y compris et avant tout ceux d'entre eux qui pratiquent la politique de non-intervention. Personne n'a plus foi dans les discours onctueux prétendant que les concessions munichoises aux agresseurs et l'accord de Munich auraient inauguré une nouvelle ère d'«apaisement». Les participants de l'accord de Munich eux-mêmes, l'Angleterre et la France, n'y croient pas davantage ; tout comme les autres, ils renforcent leurs armements.

On comprend que l'U.R.S.S. n'ait pu passer outre à ces événements gros de menaces. Il est certain qu'une guerre, même peu étendue, commencée par les agresseurs sur quelque point perdu du globe, représente un danger pour les pays attachés à la paix.

D'autant plus sérieux est le danger que représente la nouvelle guerre impérialiste, qui a déjà entraîné dans son orbite plus de cinq cent millions d'hommes en Asie, en Afrique, en Europe. Aussi notre pays, tout en pratiquant avec persévérance la politique du maintien de la paix, a-t-il développé une activité intense en vue d'augmenter la valeur combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges.

Dans le même temps, l'Union soviétique a pris des mesures pour consolider ses positions internationales. Vers la fin de 1934, notre pays est entré dans la Société des Nations, estimant qu'elle pourrait tout de même, malgré sa faiblesse, servir de tribune pour démasquer les agresseurs ; qu'elle pourrait aussi, bien que faible, servir d'instrument de paix et freiner le déclenchement de la guerre. L'Union soviétique estime qu'en un temps aussi agité, même une organisation internationale aussi faible que la Société des Nations n'est pas à dédaigner.

En mai 1935, un pacte d'assistance mutuelle contre une éventuelle agression a été signé entre la France et l'Union soviétique. En même temps un pacte analogue a été conclu avec la Tchécoslovaquie. En mars 1936, l'Union soviétique a signé un pacte d'assistance mutuelle avec la République populaire de Mongolie. En août 1937, un pacte de non-agression a été signé entre l'Union soviétique et la République de Chine.

C'est dans ces conditions internationales difficiles que l'Union soviétique a pratiqué sa politique extérieure, en défendant la cause de la paix.

La politique extérieure de l'Union soviétique est claire, compréhensible :

1. Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de

l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays.

2. Nous sommes pour des relations pacifiques étroites et de bon voisinage avec tous les pays environnants, qui ont une frontière commune avec l'U.R.S.S. ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte, directement ou indirectement, à l'intégrité et à l'inviolabilité des frontières de l'Etat soviétique.

3. Nous sommes pour le soutien des peuples victimes d'une agression et qui luttent pour l'indépendance de leur patrie.

4. Nous ne craignons pas les menaces des agresseurs et sommes prêts à répondre par un coup double au coup des fauteurs de guerre qui cherchent à violer les frontières soviétiques.

Telle est la politique extérieure de l'Union soviétique. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Dans sa politique extérieure, l'Union soviétique s'appuie :

1. sur sa puissance économique, politique et culturelle grandissante ;
2. sur l'unité morale et politique de notre société soviétique ;
3. sur l'amitié qui unit les peuples de notre pays ;
4. sur son Armée et sa Marine militaires rouges ;
5. sur sa politique de paix ;
6. sur l'appui moral des travailleurs du monde entier, qui ont un intérêt vital au maintien de la paix ;
7. sur la sagesse des pays qui n'ont pas intérêt, pour une raison ou pour une autre, à voir violer la paix.

Tâches du Parti en matière de politique extérieure :

1. continuer la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays ;
2. être prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits ;
3. augmenter par tous les moyens la puissance combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges ;
4. renforcer les liens internationaux d'amitié avec les travailleurs du monde entier, intéressés au maintien de la paix et de l'amitié entre les peuples.

II - LA SITUATION INTERIEURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Passons à la situation intérieure de notre pays.

Du point de vue de la situation intérieure de l'Union soviétique, la période envisagée a été marquée par un nouvel essor de toute l'économie nationale, par le progrès de la culture et le renforcement de la puissance politique du pays.

Le résultat le plus important en ce qui concerne le développement de l'économie nationale, c'est, pendant la période envisagée, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne.

Nous n'avons plus ou presque plus de vieilles usines à technique arriérée, ni de vieilles exploitations paysannes avec leur outillage antédiluvien. C'est la technique nouvelle, moderne, qui forme aujourd'hui la base de notre industrie et de notre agriculture.

On peut dire sans exagération que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue de la saturation de l'industrie et de l'agriculture en technique nouvelle, notre pays est plus avancé que tous les autres pays, où le vieil outillage est pour la production comme un boulet aux pieds qui freine l'application de la technique moderne.

En ce qui concerne le développement social et politique du pays, la conquête la

plus importante pendant la période envisagée est la liquidation définitive des débris des classes exploiteuses, le rassemblement des ouvriers, des paysans et des intellectuels en un front commun du travail, l'affermissement de l'unité morale et politique de la société soviétique, l'affermissement de l'amitié qui unit les peuples de notre pays et, comme résultat de tout cela, l'entière démocratisation de la vie politique du pays, la création de la nouvelle Constitution.

Personne n'ose contester que notre Constitution est la plus démocratique du monde, et que les résultats des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. ainsi qu'aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées sont les plus probants.

Comme bilan, nous avons dans notre pays une stabilité absolue de la situation intérieure, une solidité de pouvoir que pourrait envier n'importe quel gouvernement du monde.

Examinons les faits concrets qui caractérisent la situation économique et politique de notre pays.

1. Nouvel essor de l'industrie et de l'agriculture

a) *Industrie.* Le développement de notre industrie pendant la période envisagée accuse un essor continu. Celui-ci n'atteste pas seulement un progrès de la production en général, mais avant tout l'épanouissement de l'industrie socialiste d'une part, la disparition de l'industrie privée, de l'autre.

Voici le tableau ci-dessous.

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	<i>En % par rapport à l'année précédente</i>					1938 en % par rapport à 1933
<i>En millions de roubles, prix de 1926-1927</i>							1934	1935	1936	1937	1938	
Production totale	42 030	50 477	62 137	80 929	90 166	100 375	120.1	123.1	130.2	111.4	111.3	238.8

Dont :

Industrie socialiste	42 002	50 443	62 114	80 898	90 138	100 349	120.1	123.1	130.2	111.4	111.3	238.9
Industrie privée	28	34	23	31	28	26	121.4	67.6	134.8	90.3	92.9	92.9
<i>En pourcentages</i>							DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L' U.R.S.S. En 1934-1938					
Production totale	100	100	100	100	100	100						
<u>Dont :</u>												
Industrie socialiste	99.93	99.93	99.98	99.96	99.97	99.97						
Industrie privée	0.07	0.07	0.02	0.04	0.03	0.03						

Ce tableau montre que notre industrie a plus que doublé pendant la période écoulée, et que l'accroissement de la production dans son ensemble a été celui de la production socialiste.

Ce tableau montre ensuite que le seul système qui existe dans l'industrie de l'U.R.S.S., est le système socialiste.

Ce tableau montre enfin que la disparition définitive de l'industrie privée est un fait; les aveugles mêmes ne peuvent plus le nier aujourd'hui.

On ne saurait considérer la disparition de l'industrie privée comme un effet du hasard. Si elle a péri, c'est d'abord parce que le système socialiste de l'économie, comparé au système capitaliste, est un système supérieur. Si elle a péri, c'est en second lieu parce que le système socialiste de l'économie nous a permis de rééquiper en quelques années toute notre industrie socialiste sur une base technique nouvelle, moderne.

Voilà une possibilité que n'offre ni ne peut offrir le système capitaliste de l'économie. C'est un fait que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue du degré de saturation de l'industrie en technique nouvelle, notre industrie occupe la première place dans le monde.

Si nous considérons les rythmes de développement de notre industrie en pourcentages par rapport au niveau d'avant-guerre, et si nous les comparons aux rythmes de développement de l'industrie des principaux pays capitalistes, nous aurons le tableau suivant :

ACCROISSEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'U.R.S.S. ET DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES

En 1913-1938

	1913	1933	1934	1935	1936	1937	1938
U.R.S.S.	100. 0	380. 5	457. 0	562. 6	732. 7	816. 4	908.8
Etats-Unis	100. 0	108. 7	112. 9	128. 6	149. 8	156. 9	120.0
Angleterre	100. 0	87.0	97.1	104. 0	114. 2	121. 9	113.3
Allemagne	100. 0	75.4	90.4	105. 9	118. 1	129. 3	131.6
France	100. 0	107. 0	99.0	94.0	98.0	101. 0	93.2

Ce tableau montre que notre industrie s'est multipliée par 9 et plus, comparativement au niveau d'avant-guerre, tandis que l'industrie des principaux pays capitalistes continue de piétiner autour du niveau d'avant-guerre, qu'elle ne dépasse que de 20 à 30%.

Cela signifie que, au point de vue des rythmes de développement, notre industrie socialiste occupe la première place dans le monde.

Il s'ensuit donc que, pour la technique de la production et les rythmes de développement de notre industrie, nous avons d'ores et déjà rattrapé et dépassé les principaux pays capitalistes.

Mais en quoi sommes-nous en retard ?

Nous retardons encore au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue du volume de notre production industrielle par tête d'habitant. Nous avons produit en 1938 environ 15 millions de tonnes de fonte ; et l'Angleterre, 7 millions. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise ces tonnes de fonte par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre il y avait, en 1938, 145 kilogrammes de fonte par habitant, et en U.R.S.S. 87 kilogrammes seulement.

Autre exemple : l'Angleterre a produit, en 1938, 10.800.000 tonnes d'acier et près de 29 milliards de kilowatts-heure (production d'énergie électrique), tandis que l'U.R.S.S. a produit 18 millions de tonnes d'acier et plus de 39 milliards de kilowatts-heure. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise toutes ces tonnes et ces kilowatts-heure par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre, il y avait, en 1938, 226 kilogrammes d'acier et 620 kilowatts-heure par habitant, tandis qu'en U.R.S.S. il y avait seulement 107 kilogrammes d'acier et 233 kilowatts-heure par habitant.

Qu'est-ce à dire ? C'est que, chez nous, le chiffre de la population est plusieurs fois celui de l'Angleterre, et donc nos besoins sont plus grands : l'Union soviétique compte 170 millions d'habitants, et l'Angleterre 46 millions au plus. La puissance économique de l'industrie ne se traduit pas par le volume de la production industrielle en général, sans tenir compte du chiffre de la population, mais bien par le volume de la production industrielle, considéré en rapport direct avec le volume de la consommation de cette production par tête d'habitant.

Plus grande est la moyenne de la production industrielle par habitant, et plus grande est la puissance économique du pays ; inversement, moins forte est la moyenne de la production par tête d'habitant, et plus réduite est la puissance économique du pays et de son industrie. Par conséquent, plus nombreuse est la population du pays, et plus grands sont les besoins du pays en objets de consommation, et partant, plus grand doit être le volume de sa production industrielle.

Prenons, par exemple, la production de la fonte. Pour dépasser l'Angleterre au

point de vue économique, en ce qui concerne la production de la fonte, production qui, en 1938, se chiffrait dans ce pays par 7 millions de tonnes, nous devons porter à 25 millions de tonnes notre production annuelle de fonte. Pour dépasser au point de vue économique l'Allemagne, qui en 1938 a produit au total 18 millions de tonnes de fonte, nous devons porter à 40-45 millions de tonnes notre production annuelle de fonte.

Et pour dépasser les Etats-Unis au point de vue économique, en considérant non pas le niveau de 1938, année de crise où les Etats-Unis n'ont produit que 18.800.000 tonnes de fonte, mais le niveau de 1926, année où l'industrie des Etats-Unis a marqué un essor et où la production de fonte a atteint 43 millions de tonnes environ, — nous devons porter à 50-60 millions de tonnes notre production annuelle de fonte.

Il faut en dire autant de la production de l'acier, des laminés, des constructions mécaniques, etc., puisque toutes ces industries, comme les autres, dépendent en définitive de la production de fonte.

Nous avons dépassé les principaux pays capitalistes au point de vue de la technique de la production et des rythmes de développement de l'industrie. Fort bien. Mais cela ne suffit pas. Il faut les dépasser aussi au point de vue économique. Nous pouvons le faire et devons le faire.

C'est à la seule condition de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, que nous pouvons compter que notre pays sera entièrement pourvu d'objets de consommation, que nous aurons abondance de produite et serons à même de passer de la première phase du communisme à sa seconde phase.

Que faut-il pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes ? Pour cela il faut avant tout avoir la ferme, l'irréductible volonté d'aller de l'avant, être prêt à consentir des sacrifices, à faire d'importants investissements pour développer par tous les moyens notre industrie socialiste. Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute !

Il faut ensuite qu'il y ait une haute technique de la production et des rythmes élevés de développement industriel.

Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute!

Enfin, il faut du temps.

Oui, camarades, du temps. Nous devons construire de nouvelles usines.

Nous devons forger de nouveaux cadres pour l'industrie.

Mais pour cela il faut du temps, et beaucoup.

Il est impossible en deux ou trois ans de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes.

Cela demande un peu plus de temps.

Prenons, par exemple, cette même fonte et sa production. En combien de temps peut-on dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, quant à la production de fonte ?

Certains membres de l'ancienne Commission du Plan d'Etat proposaient, lors de l'établissement du deuxième plan quinquennal, de fixer à 60 millions de tonnes la production de fonte, pour la dernière année du deuxième quinquennat. C'est dire qu'ils parlaient de la possibilité d'obtenir une moyenne d'accroissement annuel de 10 millions de tonnes de fonte.

Certes, c'était du fantastique, sinon quelque chose de pire. Au reste, ces camarades versaient dans le fantastique non pas seulement pour la production de la fonte. Ils estimaient, par exemple, qu'au cours du second quinquennat l'accroissement annuel de la population de l'U.R.S.S. devant être de 3 ou 4 millions, ou même davantage.

C'était aussi du fantastique, sinon quelque chose de pire.

Mais si on laisse de côté les songe-creux et que l'on se place sur le terrain de la réalité, on peut admettre, comme parfaitement possible, un accroissement annuel de la production de fonte de deux ou deux millions et demi de tonnes en moyenne, en tenant compte de l'état actuel de la technique de cette production.

L'histoire de l'industrie des principaux pays capitalistes, ainsi que celle de l'industrie de notre pays, montre que cette norme d'accroissement annuel nécessite un effort intense, mais qu'elle est parfaitement réalisable.

Par conséquent, il faut du temps, et beaucoup, pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes.

Plus élevée sera chez nous la productivité du travail, plus la technique de la production se perfectionnera, et plus vite nous pourrons accomplir cette tâche économique si importante, plus nous pourrons réduire ses délais d'exécution.

b) *Agriculture.* Pendant la période envisagée, le développement de l'agriculture, tout comme celui de l'industrie, a suivi une ligne ascendante. Cet essor s'est traduit non seulement par un accroissement de la production agricole, mais avant tout par l'accroissement et la consolidation de l'agriculture socialiste, d'une part, et par la disparition de l'économie individuelle, de l'autre.

Alors que, dans les kolkhoz, la surfaceensemencée en céréales passait de 75 millions d'hectares en 1933 à 92 millions en 1938, celle des paysans individuels a diminué, pendant cette période, de 15.700.000 hectares à 600.000, c'est-à-dire qu'elle ne représente plus que 0,6% de la totalité des surfacesensemencées en céréales.

Et je ne parle pas des cultures industrielles, où le rôle de l'économie individuelle a été réduit à zéro.

On sait d'autre part que les kolkhoz groupent aujourd'hui 18.800.000 foyers paysans, soit 93,5%, sans compter les kolkhoz de pêcheurs et de chasseurs.

Cela veut dire que les kolkhoz se sont définitivement affermis et consolidés, et

que le système socialiste de l'économie est aujourd'hui la seule forme de notre agriculture.

Si l'on compare les surfaces ensemencées pour toutes les cultures, pendant la période écoulée, aux surfaces ensemencées d'avant la Révolution, on obtient le tableau ci-après :

SURFACES ENSEMENCEES POUR TOUTES LES CULTURES EN U.R.S.S.

	<i>En millions d'hectares</i>						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Total des surfaces ensemencées	104. 8	131. 5	132. 8	133. 8	135. 3	136. 9	130.4
<u>Dont :</u>							
a) Céréales	94.4	104. 7	103. 4	102. 4	104. 4	102. 4	108.5
b) Cultures industrielles	4.5	10.7	10.6	10.8	11.2	11.0	244.4
c) Cultures potagères et maraîchères	3.8	8.8	9.9	9.8	9.0	9.4	247.4
d) Cultures fourragères	2.1	7.1	8.6	10.6	10.6	14.1	671.4

Ce tableau montre que chez nous les surfaces ensemencées ont augmenté pour toutes les cultures, et surtout pour les cultures fourragères, industrielles ainsi que potagères et maraîchères.

C'est dire que notre agriculture devient plus qualifiée et plus productive, et que l'application des assolements rationnels reçoit une base réelle.

Comment s'est développé l'équipement de nos kolkhoz et sovkhos en tracteurs, en moissonneuses-batteuses et autres machines pendant la période écoulée, c'est ce que montrant les tableaux ci-après :

1. PARC DES TRACTEURS DE L'AGRICULTURE DE L'U.R.S.S.

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
	<i>I - Nombre des tracteurs (en milliers d'unités)</i>						
Total des tracteurs	210.9	276.4	360.3	422.7	454.5	483.5	229.3
<i>Dont :</i>							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	123.2	177.3	254.7	328.8	365.8	394.0	319.8
b) Tracteurs des sovkhos et entreprises agricoles auxiliaires	83.2	95.5	102.1	88.5	84.5	85.0	102.2
<i>II - Puissance (en milliers de chevaux)</i>							
Total des tracteurs	3 209. 2	4 462. 8	6 184. 0	7 672. 4	8 385. 0	9 256. 2	288.4
<i>Dont :</i>							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	1 758. 1	2 753. 9	4 281. 6	5 856. 0	6 679. 2	7 437. 0	423.0
b) Tracteurs des sovkhos et entreprises agricoles auxiliaires	1 401. 7	1 669. 5	1 861. 4	1 730. 7	1 647. 5	1 751. 8	125.0

2. PARC DES MOISSONNEUSES-BATTEUSES ET AUTRES MACHINES DE L'AGRICULTURE DE L'U.R.S.S.

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
	<i>(En milliers d'unités, en fin d'année)</i>						
Moissonneuses-batteuses	25.4	32.3	50.3	87.8	128. 8	153. 5	604.3
Moteurs à combustion interne et locomobiles	48.0	60.9	69.1	72.4	77.9	83.8	174.6
Batteuses à grains (à double nettoyage et à nettoyage simple)	120. 3	121. 9	120. 1	123. 7	126. 1	130. 8	108.7
Camions automobiles	26.6	40.3	63.7	96.2	144. 5	195. 8	736.1
Automobiles (unités)	3 991	5 533	7 555	7 630	8 156	9 594	240.4

Si l'on ajoute à ces chiffres que, pendant la période écoulée, le nombre des stations de machines et de tracteurs est passé, chez nous, de 2.900 en 1934 à 6.350 en 1938, on peut affirmer, en partant de ces données, que la reconstruction de notre agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne, est déjà achevée dans ses grandes lignes.

Par conséquent, notre agriculture n'est pas seulement la plus grande et la plus mécanisée, — et donc celle qui donne la plus grande production marchande, — mais aussi la mieux équipée en technique moderne, comparativement à l'agriculture de n'importe quel autre pays.

Si l'on considère les rythmes de croissance de la production de céréales et des cultures industrielles pendant la période envisagée, en comparaison de la période d'avant la Révolution, les statistiques offrent le tableau suivant :

**PRODUCTION GLOBALE DES CEREALES
ET DES CULTURES INDUSTRIELLES EN U.R.S.S.**

	<i>En millions de quintaux</i>						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Céréales	801. 0	894. 0	901. 0	827. 3	1 202. 9	949. 9	118.6
Coton (brut)	7.4	11.8	17.2	23.9	25.8	26.9	363.5
Lin (fibres)	3.3	5.3	5.5	5.8	5.7	5.46	165.5
Betterave à sucre	109. 0	113. 6	162. 1	168. 3	218.6	166. 8	153.0
Plantes oléagineuses	21.5	36.9	42.7	42.3	51.1	46.6	216.7

Ce tableau montre que malgré la sécheresse qui a frappé les régions de l'est et du sud-est en 1936 et 1938, et alors qu'en 1913 la récolte avait été sans précédent, la production globale des céréales et des cultures industrielles n'a pas cessé d'augmenter dans la période envisagée, par rapport au niveau de 1913.

Particulièrement intéressant est le problème de la production marchande de céréales par les kolkhoz et les sovkhoz.

Le camarade Nemtchinov, statisticien connu, a calculé que sur les 5 milliards de pouds qui représentaient la production globale de céréales avant la guerre, environ 1 milliard 300 millions de pouds seulement étaient livrés au marché, soit 26% de la production d'alors.

Le camarade Nemtchinov estime que la production marchande des kolkhoz et des sovkhoz, en tant que grande production, a été en 1926-1927, par exemple, d'environ 47% de la production globale, et la production marchande des exploitations paysannes individuelles, d'environ 12%. Si, pour plus de prudence, on estime la production marchande des kolkhoz et des sovkhoz, en 1938, à 40% de la production globale, il s'ensuivra que notre économie socialiste des céréales pouvait livrer et a effectivement livré cette année au marché près de 2,3

milliards de pouds de blé, soit un milliard de plus que la production d'avant-guerre.

Une haute production marchande, voilà ce qui caractérise éminemment les kolkhoz et les sovkhoz, et qui est d'une importance exceptionnelle pour le ravitaillement du pays.

C'est dans cette particularité des kolkhoz et des sovkhoz que réside le secret de la facilité et de la rapidité avec lesquelles notre pays a pu résoudre le problème des céréales, le problème du ravitaillement de notre immense pays en blé marchand.

Il convient de noter qu'en ces trois dernières années, le stockage annuel des céréales n'est pas descendu, chez nous, au-dessous de 1,6 milliard de pouds ; il s'est élevé parfois, en 1937 par exemple, à 1,8 milliard de pouds. Si l'on y ajoute les 200 millions de pouds de blé environ achetés chaque année et les quelques centaines de millions de pouds qui font l'objet du commerce kolkhozien, nous obtiendrons, au total, la quantité susmentionnée de blé livré au marché par les kolkhoz et les sovkhoz.

Il est intéressant de noter ensuite que, ces trois dernières années, la base de la production du blé marchand s'est déplacée de l'Ukraine, considérée autrefois comme grenier d'abondance de notre pays, vers le nord et l'est, c'est-à-dire dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie.

Comme on sait, depuis deux ou trois ans, l'Ukraine ne stocke que 400 millions de pouds de blé environ par an, alors que la R.S.F.S.R. a stocké, en ces mêmes années, de 1,1 milliard à 1,2 milliard de pouds de blé marchand, par an.

Il en est ainsi de la production des céréales.

En ce qui concerne l'élevage, on a également enregistré, au cours de ces dernières années, de sérieux progrès dans cette branche la plus arriérée de l'agriculture. Il est vrai que pour le troupeau de chevaux et l'élevage du mouton, nous sommes encore au-dessous du niveau d'avant la Révolution, mais pour le

gros bétail à cornes et l'élevage des porcs, nous avons déjà dépassé ce niveau.
Voici les chiffres :

CHEPTEL DE L'U.R.S.S.

<i>(En millions de têtes de bétail)</i>	<i>Au mois de juillet</i>							1938 en %	
	D'après le recensement de 1916	1933	1934	1935	1936	1937	1938	par rapport à 1916	par rapport à 1933
Chevaux	35.8	16.6	15.7	15.9	16.6	16.7	17.5	48.9	105.4
Gros bétail à cornes	60.6	38.4	42.4	49.2	56.7	57.0	63.2	104.3	164.6
Moutons et chèvres	121.2	50.2	51.9	61.1	73.7	81.3	102.5	84.6	204.2
Porcs	20.9	12.1	17.4	22.5	30.5	22.8	30.0	146.4	252.9

Il ne fait pas de doute que le retard dans l'élevage du cheval et du mouton sera liquidé à très bref délai.

c) *Commerce, transports.* En même temps que l'industrie et l'agriculture, le commerce s'est accru dans le pays. Le commerce de détail — Etat et coopératives — a étendu son réseau dans la proportion de 25% pendant la période envisagée. Son chiffre d'affaires a augmenté de 178%, le chiffre d'affaires du marché kolkhozien, de 112%. (Voir le tableau ci-après.)

<i>Commerce</i>	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
1. Réseau du commerce de détail — Etat et coopératives (magasins, kiosques), fin d'année	285 355	286 236	268 713	289 473	327 361	356 930	125.1
2. Chiffre d'affaires du commerce de détail — Etat et coopératives (y compris l'alimentation publique) — en millions de roubles	49 789. 2	61 814. 7	81 712. 1	106 760. 9	125 943. 2	138 574. 3	278.3
3. Chiffre d'affaires des marchés kolkhoziens, en millions de roubles	11 500. 0	14 000. 0	14 500. 0	15 607.2	17 799.7	24 399.2	212.2
4. Bases commerciales régionales pour l'écoulement de la production des commissariats du peuple de l'industrie alimentaire, industrie légère, industrie lourde, industrie forestière, industrie locale des Républiques fédérées, fin d'année	718	836	1 141	1 798	1 912	1 994	277.7

Il va de soi que le commerce n'aurait pu se développer ainsi dans le pays, sans un certain développement des transports de marchandises.

Et en effet, les transports de tous genres ont augmenté dans la période envisagée, notamment les transports par chemin de fer et par avion.

Les transports par eau se sont également développés, mais avec de fortes fluctuations.

Et en 1938, le trafic des transports par eau accuse malheureusement une certaine baisse, contre l'année précédente.

Voici le tableau correspondant :

TRANSPORT DES MARCHANDISES

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
<i>Chemins de fer</i> (en milliards de tonnes kilométriques)	169. 5	205. 7	258. 1	323. 4	354. 8	369. 1	217.7
<i>Transports fluviaux et maritimes</i> (en milliards de tonnes kilométriques)	50.2	56.5	68.3	72.3	70.1	66.0	131.5
<i>Aviation civile</i> (en millions de tonnes kilométriques)	3.1	6.4	9.8	21.9	24.9	31.7	1 022.6

Il est hors de doute que le retard marqué par les transports par eau en 1938 sera liquidé en 1939.

2. Nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple.

L'essor continu de l'industrie et de l'agriculture ne pouvait manquer d'amener et a réellement amené une nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple.

La suppression de l'exploitation et l'affermissement du système socialiste dans l'économie nationale, l'absence du chômage et de la misère qu'il engendre à la ville et à la campagne, l'extension énorme de l'industrie et la progression constante du nombre d'ouvriers, l'élévation de la productivité du travail des ouvriers et des kokhoziens, la cession de la terre à perpétuité aux kolkhoz et l'équipement de ces derniers en quantités énormes de tracteurs et de machines agricoles de premier ordre: tout cela a créé des conditions réelles pour une nouvelle amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans.

L'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans a tout naturellement amené une amélioration de la situation matérielle des intellectuels, qui sont une force considérable dans notre pays et servent les intérêts des ouvriers et des paysans.

Il n'est plus question maintenant de caser dans l'industrie, d'embaucher par charité les paysans sans travail et sans abri qui ont rompu avec leur village et vivent sous la menace de la faim.

Il y a beau temps que ces paysans-là n'existent plus dans notre pays.

Et c'est évidemment très, bien, car cela témoigne de l'aisance de nos campagnes. Maintenant il ne peut plus être question que de prier le» kolkhoz de faire suite à notre demande et de mettre chaque année, à la disposition de notre industrie en développement, au moins un million et demi de jeunes kolkhoziens.

Les kolkhoz, désormais dans l'aisance, doivent tenir compte que, sans cette aide de leur part, il sera très difficile de pousser le développement de notre industrie; or, sans développer notre industrie nous ne pourrions pas satisfaire la demande toujours accrue des paysans en marchandises de grande consommation.

Les kolkhoz ont toute possibilité de faire suite à notre demande, puisque l'abondance des moyens techniques dans les kolkhoz libère une partie des travailleurs de la campagne, lesquels, employés dans l'industrie, pourraient être d'une grande utilité pour l'ensemble de notre économie nationale.

C'est ainsi que nous enregistrons les indices suivants d'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans pendant la période envisagée :

1. Le revenu national est passé de 48,5 milliards de roubles en 1933 à 105 milliards de roubles en 1938.
2. Le nombre des ouvriers et des employés s'est élevé d'un peu plus de 22 millions en 1933 à 28 millions en 1938.
3. Le fonds annuel des salaires des ouvriers et des employés est passé de 34.953 millions de roubles à 96.425 millions.

4. Le salaire annuel moyen des ouvriers de l'industrie, qui était de 1.513 roubles en 1933, s'est élevé à 3.447 roubles en 1938.
5. Le revenu en argent des kolkhoz s'est élevé de 5.661,9 millions de roubles en 1933 à 14.180,1 millions de roubles en 1937.
6. Dans les régions à céréales la quantité de grain distribuée en moyenne, par foyer kolkhozien, est passée de 61 pouds en 1933 à 144 en 1937, sans compter les semences, les réserves de semences, le fonds de fourrages pour le bétail collectivisé, les livraisons de grain à l'Etat, le paiement en nature des travaux exécutés par les stations de machines et de tracteurs.
7. Les assignations prévues au budget de l'Etat pour les oeuvres sociales et culturelles sont passées de 5.839,9 millions de roubles en 1933 à 35.202,5 millions de roubles en 1938.

L'amélioration de la situation matérielle du peuple s'est accompagnée d'un relèvement de son niveau de culture.

Au point de vue du développement culturel du peuple, la période envisagée fut une véritable période de révolution culturelle.

L'introduction de l'instruction primaire obligatoire dans les langues des nationalités de l'U.R.S.S., l'augmentation du nombre des écoles de tous degrés et des élèves, l'accroissement du nombre des spécialistes formés dans les écoles supérieures, la formation et le perfectionnement d'une «intelligentsia» nouvelle, soviétique : tel est le tableau d'ensemble de l'essor culturel du peuple.

Et voici les chiffres.

1. ELEVATION DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE

Indices	Unités de mesure	1933 -1934	1938 -1939	1938-1939 en % par rapport à 1933-1934
Nombre d'élèves dans les écoles de tous degrés	<i>milliers</i>	23 814	33 965.4	142.6
<u>Dont :</u>				
dans les écoles primaires	<i>milliers</i>	17 873.5	21 288.4	119.1
dans les écoles secondaires (générales et spéciales)		5 482.2	12 076.0	220.3
dans les écoles supérieures		458.3	601.0	131.1
Nombre d'élèves en U.R.S.S. (toutes les formes d'enseignement)		—	47 442.1	—
Nombre de bibliothèques publiques		40.3	70.0	173.7
Nombre de volumes dans ces bibliothèques	<i>millions</i>	86.0	126.6	147.2
Nombre d'institutions genre club	<i>milliers</i>	61.1	95.6	156.5
Nombre de théâtres	<i>unités</i>	587	790	134.6
Nombre d'appareils de projection (sans compter les appareils à bande étroite)		27 467	30 461	110.9
<u>Dont :</u>				
appareils de projection sonore	<i>unités</i>	498	15 202	x 31
Nombre d'appareils de projection au village (sans compter les appareils à bande étroite)		17 470	18 991	108.7
<u>Dont :</u>				
appareils de projection sonore	<i>unités</i>	24	6 670	x 278
Tirage annuel de journaux	<i>millions</i>	4 984.6	7 092.4	142.3

2. NOMBRE D'ÉCOLES CONSTRUITES DE 1933 A 1938 EN U.R.S.S.

Années	Nombre d'écoles		
	Dans les villes et les agglomérations de type urbain	Dans les localités rurales	Total :
1933	326	3 261	3 587
1934	577	3 488	4 065
1935	533	2 829	3 362
1936	1 505	4 206	5 711
1937	730	1 323	2 053
1938	583	1 246	1 829
Total de 1933 à 1938 :	4 254	16 353	20 607

3. NOMBRE DE JEUNES SPECIALISTES SORTIS DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

De 1933 à 1938 (en milliers)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Total pour l'U.R.S.S. (spécialistes militaires non compris)	34.6	49.2	83.7	97.6	104.8	106.7
1. Ingénieurs de l'industrie et du bâtiment	6.1	14.9	29.6	29.2	27.6	25.2
2. Ingénieurs des transports et des P.T.T.	1.8	4.0	7.6	6.6	7.0	6.1
3. Ingénieurs pour la mécanisation de l'agriculture, agronomes, médecins vétérinaires et zootechniciens	4.8	6.3	8.8	10.4	11.0	10.6
4. Economistes et juristes	2.5	2.5	5.0	6.4	5.0	5.7
5. Personnel enseignant des écoles secondaires, facultés ouvrières, écoles spéciales et autres travailleurs de l'enseignement, y compris les travailleurs des arts	10.5	7.9	12.5	21.6	31.7	35.7
6. Médecins, pharmaciens, moniteurs de culture physique	4.6	2.5	7.5	9.2	12.3	13.6
7. Autres spécialités	4.3	11.1	12.7	14.2	9.9	9.8

Cet immense travail culturel a eu ce résultat qu'on a vu naître et se former chez nous une nombreuse intelligentsia d'un type nouveau, soviétique, issue des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des employés soviétiques. Chair de la chair de notre peuple, cette intelligentsia ignore le joug de l'exploitation, hait les exploités et est prête à servir fidèlement les peuples de l'U.R.S.S.

Je pense que la naissance de cette nouvelle intelligentsia, populaire, socialiste, est un des résultats les plus importants de la révolution culturelle dans notre pays.

3. Affermissement continu du régime soviétique.

Un des principaux résultats de la période envisagée, c'est qu'elle a abouti à un nouvel affermissement de la situation intérieure du pays, à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Il ne pouvait en être autrement. L'affirmation du système socialiste dans toutes les branches de l'économie nationale, l'essor de l'industrie et de l'agriculture, l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs, l'élévation du niveau de culture des masses populaires, l'élévation de leur activité politique : tout cela, réalisé sous la direction du pouvoir des Soviets, ne pouvait manquer d'aboutir à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Ce qu'il y a de particulier dans la société soviétique de notre époque, à la différence de toute société capitaliste, c'est qu'elle n'a plus dans son sein de classes antagonistes, ennemies; que les classes exploiteuses ont été liquidées et que les ouvriers, les paysans et les intellectuels formant la société soviétique, vivent et travaillent en collaboration fraternelle.

Alors que la société capitaliste est déchirée par des antagonismes irréconciliables entre ouvriers et capitalistes, entre paysans et grands propriétaires fonciers, ce qui conduit à l'instabilité de sa situation intérieure, — la société soviétique, libérée du joug de l'exploitation, ignore ces antagonismes; elle est affranchie des collisions de classes et offre l'image d'une collaboration fraternelle entre ouvriers, paysans, intellectuels.

C'est sur la base de cette communauté d'intérêts que se sont développées des forces motrices comme l'unité politique et morale de la société soviétique, l'amitié des peuples de l'U.R.S.S., le patriotisme soviétique. C'est cette même base qui a donné naissance à la Constitution de l'U.R.S.S. adoptée en novembre 1936, et à la démocratisation totale des élections aux organismes suprêmes du pays.

En ce qui concerne les élections elles-mêmes aux organismes suprêmes du pays, elles furent une brillante manifestation de cette unité de la société soviétique et de cette amitié des peuples de l'U.R.S.S., qui caractérisent la situation intérieure de notre pays.

Comme on sait, lors des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S., en décembre 1937, près de 90 millions d'électeurs, soit 98,6% de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti; et dans les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées, en juin 1938, 92 millions d'électeurs, soit 99,4% de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti.

Voilà ce qui fait la solidité du régime soviétique, voilà la source de la force inépuisable du pouvoir des Soviets.

Cela signifie, entre autres, qu'en cas de guerre l'arrière et le front de notre armée, grâce à leur homogénéité, à leur unité intérieure, seront plus fermes que dans n'importe quel autre pays. Ce que feraient bien de ne pas oublier les amateurs étrangers de conflits armés.

Certains journalistes étrangers prétendent, dans leurs bavardages, que l'épuration, dans les organisations soviétiques, des espions, des assassins et des saboteurs dans le genre de Trotski, Zinoviev, Kaménev, Iakir, Toukhatchevski, Rosengolz, Boukharine et autres monstres, a soi-disant «ébranlé» le régime soviétique, a été une cause de «décomposition.»

Ce plat bavardage mérite qu'on le tourne en dérision. Comment le fait de chasser des organisations soviétiques les saboteurs et les éléments hostiles peut-

il ébranler et décomposer le régime des Soviets ?

La poignée trotskiste-boukharinienne d'espions, d'assassins et de saboteurs rampant devant l'étranger, servilement aplatis devant le moindre fonctionnaire étranger et prêts à lui servir d'espions — cette poignée d'hommes qui n'ont pas compris que le plus modeste citoyen soviétique, libéré des chaînes du Capital, dépasse de toute une tête n'importe quel haut fonctionnaire étranger traînant sur ses épaules le joug de l'esclavage capitaliste, — qui donc a besoin de cette misérable bande d'esclaves vendus, quelle valeur peut-elle représenter pour le peuple et qui peut-elle «décomposer» ?

En 1937, Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu les élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S.

Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 98,6% de tous les votants. Au début de 1938, Rosengolz, Rykov, Boukharine et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 99,4% de tous les votants. On se demande : où sont donc les signes de «décomposition», et pourquoi cette «décomposition» n'est-elle pas apparue dans les résultats des élections ?

A entendre ces bavards de l'étranger, on pourrait conclure que si on avait laissé en liberté les espions, les assassins et les saboteurs, si on ne les avait pas empêchés de saboter, d'assassiner et d'espionner, les organisations soviétiques seraient autrement solides et stables. (*Rires.*)

Ne se sont-ils pas trahis trop tôt, ces messieurs qui défendent avec une telle impudence les espions, les assassins et les saboteurs ?

Ne serait-il pas plus juste de dire que le fait de chasser des organisations soviétiques les espions, les assassins et les saboteurs devait conduire et a effectivement conduit à affermir encore plus ces organisations ?

Qu'attestent, par exemple, les événements du lac Khassan, sinon que chasser des organisations soviétiques les espions et les saboteurs est le plus sûr moyen d'affermir ces organisations ?

Tâches du Parti en matière de politique intérieure :

1. Pousser encore le développement de notre industrie, l'essor de la productivité du travail, le perfectionnement technique de la production, pour pouvoir, — maintenant que nous avons dépassé les principaux pays capitalistes quant à la technique de la production et aux rythmes du développement industriel, — dépasser ces pays au point de vue économique également, dans les dix ou quinze années qui viennent.
2. Pousser encore le développement de l'agriculture et de l'élevage afin de réaliser dans les trois ou quatre prochaines années, une production de 8 milliards de pouds de grain par an, avec un rendement moyen de 12 à 13 quintaux à l'hectare ; augmenter la production des cultures industrielles de 30 à 35% en moyenne ; doubler le troupeau de moutons et de porcs, augmenter de 40% environ celui du gros bétail à cornes, et de 35% environ le troupeau des chevaux.
3. Continuer d'améliorer la situation matérielle et culturelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels.
4. Appliquer fidèlement notre Constitution socialiste; démocratiser jusqu'au bout la vie politique du pays; renforcer l'unité politique et morale de la société soviétique et la collaboration fraternelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels ; renforcer de toutes les manières les relations d'amitié entre les peuples de l'U.R.S.S. ; développer et cultiver le patriotisme soviétique.
5. Ne pas oublier l'encerclement capitaliste ; ne pas perdre de vue que les services d'espionnage étrangers continueront d'envoyer dans notre pays des espions, des assassins et des saboteurs ; ne pas oublier cela et renforcer nos services socialistes de renseignements, les aider constamment à foudroyer, à extirper le ennemis du peuple.

III - LE RENFORCEMENT CONTINU DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE L'U.R.S.S.

Du point de vue de la ligne politique et du travail pratique quotidien, la période envisagée marque la victoire complète de la ligne générale de notre Parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

L'affirmation du système socialiste dans toute l'économie nationale, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, l'accomplissement avant terme du deuxième plan quinquennal dans l'industrie, l'accroissement de la production annuelle de grain jusqu'à 7 milliards de pouds, la suppression de la misère et du chômage, ainsi que l'amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple: telles sont les principales réalisations qui illustrent la politique juste de notre Parti, sa juste direction.

Devant ces réalisations grandioses, les adversaires de la ligne générale de notre Parti, tous ces courants de «gauche» et de «droite», tous ces dégénérés trotskistes-piatakovistes et boukharino-rykovistes, se sont vus obligés de se recroqueviller sur eux-mêmes, de cacher leurs «plates-formes» éculées et de passer à l'action clandestine.

N'ayant pas le courage de se soumettre à la volonté du peuple, ils ont préféré fusionner avec les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les fascistes, se mettre à la dévotion des services d'espionnage étrangers, se faire embaucher comme espions et prendre sur eux d'aider les ennemis de l'Union soviétique à démembler notre pays, à y rétablir l'esclavage capitaliste.

Telle est la fin sans gloire des adversaires de la ligne de notre Parti, qui sont devenus par la suite les ennemis du peuple.

Ayant écrasé les ennemis du peuple, chassé des organisations du Parti et des institutions soviétiques les éléments dégénérés, le Parti est devenu encore plus uni dans son travail politique et d'organisation; il s'est rallié encore plus étroitement autour de son Comité central. (*Vifs applaudissements. Tous les*

délégués, debout, acclament le rapporteur. On crie : «Au camarade Staline, hourra ! Vive le camarade Staline ! Vive le Comité central de notre Parti ! Hourra !»)

Examinons les données concrètes relatives au développement de la vie intérieure du Parti, à son travail d'organisation et de propagande pendant la période envisagée.

1. Mesures prises pour améliorer la composition du Parti. Division des organisations trop grandes. Rapprochement des organismes dirigeants vers le travail à la base.

Le renforcement du Parti et de ses organismes dirigeants, au cours de la période envisagée, a suivi deux lignes principales : la ligne visant à régler la composition du Parti, à éliminer les membres peu sûrs et à choisir les meilleurs, et la ligne consistant à diviser les organisations trop grandes, à en réduire les proportions et à rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, vers le travail pratique, concret.

Au XVIIe congrès étaient représentés 1.874.488 membres du Parti. Si l'on compare ce chiffre à celui des membres du Parti représentés au XVIe congrès, il apparaît que, dans la période comprise entre le XVIe et le XVIIe congrès, 600.000 nouveaux membres sont venus au Parti.

Le Parti ne pouvait pas ne pas sentir qu'un si grand afflux d'adhérents dans les conditions de 1930 à 1933, était un accroissement anormal et indésirable de ses effectifs.

Le Parti savait que dans ses rangs entraient non seulement des gens honnêtes et dévoués, mais aussi des éléments venus par hasard, mais aussi des arrivistes qui voulaient utiliser le drapeau du Parti dans un but personnel.

Le Parti ne pouvait pas ne pas savoir qu'il est fort non seulement par le nombre, mais avant tout par la qualité de ses adhérents. Ceci étant, la question s'est posée de régler la composition du Parti.

On décida de continuer l'épuration du Parti, — membres et stagiaires — commencée dès 1933, et elle fut effectivement prolongée jusqu'au mois de mai 1935.

On décida ensuite de suspendre l'admission de nouveaux membres dans le Parti, et elle fut effectivement suspendue jusqu'à septembre 1936 ; l'admission de nouveaux adhérents ne fut reprise qu'au 1er novembre 1936. Après le lâche assassinat du camarade Kirov, témoignant qu'il y avait dans le Parti bon nombre d'éléments suspects, il fut décidé de procéder à la vérification et à l'échange des documents du Parti ; ces deux tâches ne furent achevées qu'en septembre 1936.

C'est alors seulement que fut reprise l'admission de nouveaux membres et de stagiaires. Ces mesures ont permis au Parti de chasser de ses rangs les éléments venus à lui par hasard, les éléments passifs, arrivistes et franchement hostiles, de garder les membres les plus sûrs, les plus dévoués.

On ne peut dire que l'épuration ait été effectuée sans fautes graves. Malheureusement, elles furent plus nombreuses qu'on n'aurait pu le supposer.

Il n'est pas douteux que nous n'aurons plus à employer la méthode de l'épuration massive. Mais l'épuration de 1933-1936 était inévitable; dans l'ensemble, elle a donné des résultats positifs.

A ce XVIIIe congrès sont représentés environ 1.600.000 membres du Parti, soit 270.000 membres de moins qu'au XVIIe congrès. Mais il n'y a pas de mal à cela. Au contraire, c'est pour le mieux; car le Parti se renforce en s'épurant de la souillure. Notre Parti est maintenant un peu moins nombreux, mais en revanche il est meilleur par la qualité de ses effectifs.

C'est là une grande réalisation.

En ce qui concerne l'amélioration de la direction quotidienne assurée par le Parti, dans le sens d'un rapprochement vers le travail à la base, dans le sens d'une concrétisation ultérieure, le Parti est arrivé à cette conclusion que diviser les organisations trop grandes, en réduire les proportions était le meilleur moyen

d'aider les organismes du Parti à diriger ces organisations et de rendre la direction elle-même concrète, vivante, rapide.

On divisa aussi bien les commissariats du peuple que les organismes administratifs territoriaux, c'est-à-dire les Républiques fédérées, les territoires, les régions, les rayons, etc.

A la suite des mesures prises, au lieu de 7 Républiques fédérées nous en comptons maintenant 11 ; au lieu de 14 commissariats du peuple de l'U.R.S.S., 34 ; au lieu de 70 territoires et régions, 110 ; au lieu de 2.559 rayons urbains et ruraux, 3.815.

C'est ainsi que, dans le système des organismes dirigeants du Parti, nous avons maintenant 11 Comités centraux avec, en tête, le Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. , 6 comités de territoire, 104 comités de région, 30 comités d'arrondissement, 212 comités de ville, 336 comités de rayon dans les villes, 3.479 comités de rayon à la campagne et 113.060 organisations primaires du Parti.

On ne saurait dire que la division des organisations soit déjà achevée. Le plus probable, c'est qu'elle sera continuée. Quoi qu'il en soit, elle donne dès à présent de bons résultats, tant au point de vue de l'amélioration de la direction quotidienne du travail, qu'au point de vue du rapprochement de la direction elle-même vers le travail concret à la base.

Et je ne parle pas du fait que la division des organisations trop grandes a permis d'élever des centaines et des milliers d'hommes nouveaux à des postes de direction. C'est là aussi une grande réalisation.

2. Le choix des cadres, leur promotion, leur répartition.

Régler la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail concret à la base, cela n'était ni ne pouvait être le seul moyen de poursuivre l'affermissement du Parti et de sa direction. Un autre moyen d'affermir le Parti, pendant la période envisagée, ce fut l'amélioration radicale

du travail fait auprès des cadres, un meilleur choix des cadres, leur promotion, leur répartition et leur vérification au cours du travail.

Les cadres du Parti, c'est le corps de commandement du Parti. Et notre Parti étant au pouvoir, ces cadres forment aussi le corps de commandement des organismes dirigeants de l'Etat.

Après qu'une ligne politique juste a été établie, vérifiée dans la pratique, les cadres du Parti deviennent la force décisive de la direction dans le Parti et dans l'Etat.

Avoir une ligne politique juste est évidemment la première chose, et la plus importante. Mais cela ne suffit pas encore. Une ligne politique juste n'est pas faite pour être simplement proclamée, mais pour être appliquée.

Or pour appliquer pratiquement une juste ligne politique, il faut des cadres, il faut des hommes qui comprennent la ligne politique du Parti ; qui la conçoivent comme leur propre ligne et soient prêts à l'appliquer ; qui sachent la mettre en pratique et soient capables de répondre d'elle, de la défendre, de lutter pour elle. Autrement la ligne politique juste risque de rester sur le papier.

Dès lors se pose la question du choix judicieux des cadres, de leur formation, de la mise en avant d'hommes nouveaux, de la juste répartition des cadres et de leur vérification d'après le travail accompli.

Que signifie bien choisir les cadres ?

Bien choisir les cadres, ce n'est pas encore s'entourer d'adjoints, de suppléants, monter une chancellerie et lancer, de là, toute sorte de directives. (*Rires.*) Ce n'est pas non plus abuser de son pouvoir, déplacer sans rime ni raison des dizaines et des centaines de personnes, d'un endroit dans un autre et vice versa, et procéder à d'interminables «réorganisations». (*Rires.*)

Bien choisir les cadres, cela signifie :

Premièrement, regarder les cadres comme la réserve d'or du Parti et de l'Etat, en faire grand cas, les tenir en estime.

Deuxièmement, connaître les cadres, étudier minutieusement les qualités et les défauts de chacun des militants, savoir à quel poste tel militant peut développer au mieux ses capacités.

Troisièmement, former avec sollicitude les cadres, aider chaque militant en voie de progrès, à s'élever ; ne pas craindre de «perdre son temps» avec ces camarades pour accélérer leur croissance.

Quatrièmement, promouvoir, hardiment et en temps utile, de nouveaux, de jeunes cadres, ne pas les laisser trop longtemps à la même place, ne pas les laisser s'enrouiller.

Cinquièmement, répartir les militants aux différents, postes de façon que chacun se sente à sa place; que chacun puisse donner à notre oeuvre commune le maximum de ce que ses qualités personnelles lui permettent de donner; de façon que l'orientation générale du travail de répartition, des cadres réponde entièrement aux nécessités de la ligne politique, dont l'application dicte cette répartition.

Ici, ce qui importe surtout, c'est de promouvoir hardiment et en temps opportun de nouveaux, de jeunes cadres. Je pense que dans l'esprit de nos militants la clarté ne s'est pas encore entièrement faite sur cette question. Les uns considèrent que dans le choix des hommes il faut s'orienter surtout sur les vieux cadres. D'autres, au contraire, pensent s'orienter surtout sur les jeunes cadres. Il me semble que les uns et les autres se trompent. Les vieux cadres représentent évidemment un» grande richesse pour le Parti et l'Etat.

Ils possèdent ce que les jeunes cadres n'ont pas : une expérience considérable en matière de direction, une solide formation marxiste-léniniste, la connaissance de leur travail, la force d'orientation. Mais d'abord, les vieux cadres, il y en a toujours trop peu, moins qu'il n'en faut ; et ils commencent en partie à quitter les rangs, de par les lois de la nature. Deuxièmement, une partie des vieux cadres

est quelquefois encline à regarder obstinément en arrière, à rester dans le passé, à s'en tenir aux choses vieilles et à ne pas remarquer ce qu'il y a de nouveau dans la vie. C'est là perdre le sentiment du nouveau.

Défaut très grave, dangereux. En ce qui concerne les jeunes cadres, ils n'ont évidemment pas cette expérience, cette solide formation, cette connaissance du travail et cette force d'orientation que possèdent les vieux cadres.

Mais, premièrement, les jeunes cadres forment l'immense majorité ; deuxièmement, ils sont jeunes et ils ne sont pas menacés pour l'instant d'avoir à quitter les rangs ; troisièmement, le sentiment du nouveau, qualité précieuse pour tout militant bolchevik, est fortement développé chez les jeunes ; quatrièmement, les jeunes grandissent et s'instruisent si vite, ils montent avec tant d'impétuosité, que le jour n'est pas loin où ils rattraperont les vieux, se placeront à leurs côtés et seront une relève digne d'eux.

Par conséquent, notre tâche n'est pas de nous orienter sur les vieux cadres ou sur les nouveaux, mais de nous appliquer à combiner, à fondre les vieux et les nouveaux cadres dans un seul orchestre dirigeant le travail du Parti et de l'Etat. (*Applaudissements prolongés.*)

Voilà pourquoi il est nécessaire d'élever hardiment et en temps utile les jeunes cadres aux postes de direction.

Pendant la période écoulée, une des importantes réalisations du Parti en ce qui concerne le renforcement de sa direction, c'est qu'il a su, en choisissant les cadres, fondre et combiner heureusement, de la base au sommet, les vieux et les jeunes militants.

Le Comité central du Parti dispose de données qui montrent que, pendant la période écoulée, le Parti a su élever aux postes de direction, dans les organismes de l'Etat et du Parti plus de 500.000 jeunes bolcheviks, membres du Parti ou proches du Parti, dont plus de 20% de femmes.

Quelle est la tâche à présent ?

C'est de centraliser le choix des cadres, de la base au sommet, et d'élever ce travail au niveau voulu, au niveau scientifique, bolchevik.

Pour cela il faut en finir avec ce système qui consiste à confier l'étude, la promotion et le choix des cadres à de multiples services et secteurs, et concentrer ce travail en un seul point.

Ce centre sera la Direction des cadres près le Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; un service des cadres sera créé dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.

3. La propagande du Parti. L'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti.

Il existe encore un domaine du travail, très important et très responsable, qui, pendant la période écoulée, a contribué à l'affermissement du Parti et de ses organismes dirigeants : c'est la propagande et l'agitation, orale et écrite, l'éducation des membres et des cadres du Parti dans l'esprit du marxisme-léninisme, le travail destiné à élever le niveau politique et théorique du Parti et de ses militants.

Il n'est guère nécessaire de s'étendre sur l'importance extrême de la propagande du Parti, de l'éducation marxiste-léniniste de nos militants. Je ne parle pas seulement des militants de l'appareil du Parti.

Je parle aussi des militants des organisations des Jeunesses communistes, des organisations syndicales, commerciales, coopératives, économiques, publiques, éducatives, militaires et autres.

On peut, d'une manière satisfaisante, régler le problème de la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base ; on peut organiser d'une manière satisfaisante la promotion des cadres, leur choix, leur répartition ; mais si, avec tout cela, notre propagande du Parti commence à boiter pour une raison ou pour une autre, si le travail d'éducation marxiste-léniniste de nos cadres commence à s'étioler, si notre travail pour élever le

niveau politique et théorique de ces cadres faiblit et que, de ce fait, les cadres eux-mêmes cessent de s'intéresser aux perspectives de notre marche en avant, cessent de comprendre la justesse de notre cause et se transforment en de vulgaires praticiens sans perspectives, qui exécutent aveuglément et mécaniquement les directives d'en haut, — tout notre travail de l'Etat et du Parti doit nécessairement s'étioler.

Il faut reconnaître, comme un axiome, que plus élevés sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants occupés dans quelque domaine que ce soit du travail de l'Etat et du Parti, plus élevé et fécond est le travail lui-même, plus tangibles en sont les résultats ; au contraire, plus bas sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants, plus probables sont les lacunes et les échecs dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence complète.

On peut dire avec certitude que si nous parvenions à former idéologiquement nos cadres dans tous les domaines du travail, et à les tremper politiquement de façon qu'ils puissent s'orienter aisément dans la situation intérieure et internationale, si nous parvenions à faire d'eux des marxistes-léninistes parfaitement mûrs, capables de résoudre, sans commettre de fautes graves, les problèmes de direction du pays, — nous aurions toutes les raisons d'estimer que les neuf dixièmes de tous nos problèmes sont déjà résolus. Nous pouvons certainement résoudre ce problème, nous avons pour cela tous les moyens et toutes les possibilités.

D'ordinaire, l'éducation, la formation de jeunes cadres se fait chez nous par branches scientifiques et techniques, par spécialités.

Chose indispensable et utile. Point n'est besoin qu'un spécialiste en médecine soit en même temps spécialiste en physique ou en botanique, et inversement.

Mais il est une branche que doivent absolument connaître les bolcheviks travaillant dans tous les domaines de la science: c'est la science marxiste-léniniste de la société, des lois du développement de la société, des lois du

développement de la révolution prolétarienne, des lois du développement de l'édification socialiste, de la victoire du communisme; car on ne saurait considérer comme un véritable léniniste celui qui se disant léniniste se confine dans sa spécialité, par exemple dans les mathématiques, la botanique ou la chimie, sans rien voir au delà de sa spécialité.

Un léniniste ne peut être uniquement un spécialiste de la science qu'il a choisie; il doit être en même temps un homme politique, un homme public qui s'intéresse vivement aux destinées de son pays, qui connaît les lois du développement social, qui sait s'inspirer de ces lois et entend prendre une part active à la direction politique du pays.

Ce sera là, évidemment, un supplément de travail pour les spécialistes bolcheviks. Mais ce travail donnera des résultats qui compenseront largement l'effort fourni.

La propagande du Parti, l'éducation marxiste-léniniste des cadres, a pour tâche d'aider nos cadres dans toutes les branches d'activité à assimiler la science marxiste-léniniste des lois du développement de la société.

Les mesures à prendre pour améliorer la propagande et l'éducation marxiste-léniniste des cadres ont été maintes fois envisagées au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., avec la participation des propagandistes des différentes organisations régionales du Parti. On a fait état de la parution du *Précis d'histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* en septembre 1938. On a constaté que la parution du *Précis d'histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.* donne une nouvelle ampleur à la propagande marxiste-léniniste dans notre pays. Les résultats du travail du Comité central ont été publiés dans sa décision que l'on connaît sur réorganisation de la propagande du Parti à la suite de la publication du *Précis d'histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*».

Partant de cette décision et compte tenu des décisions prises par l'Assemblée plénière du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., en mars 1937, sur «Les défauts du travail du Parti», le Comité central du Parti communiste, afin de remédier aux insuffisances dans le domaine de la propagande du Parti et pour

améliorer l'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti, a élaboré les principales mesures que voici :

1. Concentrer en un seul point le travail de propagande et d'agitation du Parti et fusionner les sections de propagande et d'agitation avec les sections de la presse en un seul service de propagande et d'agitation près le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. ; créer une section de propagande et d'agitation dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.
2. Considérant comme une erreur notre engouement pour le système de la propagande par les cercles, et estimant plus rationnelle la méthode de l'étude individuelle des principes du marxisme-léninisme par les membres du Parti, le Parti doit concentrer son attention sur la propagande dans la presse et sur l'organisation du système de propagande au moyen de conférences.
3. Organiser dans chaque centre régional des cours annuels de perfectionnement pour nos cadres de base.
4. Organiser dans une série de centres de notre pays des écoles léninistes de deux ans, pour nos cadres moyens.
5. Organiser une école supérieure de marxisme-léninisme près le Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S. pour la formation de cadres théoriques hautement qualifiés du Parti. Durée des études, trois ans.
6. Créer dans une série de centres de notre pays, des cours annuels de perfectionnement pour propagandistes et journalistes.
7. Créer près l'école supérieure de marxisme-léninisme, des cours de six mois pour le perfectionnement des professeurs de marxisme-léninisme dans les écoles supérieures. Il est hors de doute que l'application de ces mesures qui sont déjà mises en oeuvre, mais ne le sont pas encore à un degré suffisant, ne tardera pas à donner de bons résultats.

4. Quelques questions de théorie.

Parmi les insuffisances de notre travail en matière de propagande et d'idéologie, citons encore l'absence d'une clarté complète, chez nos camarades, sur certaines questions de théorie dont l'importance pratique est considérable, l'existence d'une certaine confusion dans ces problèmes.

Je veux parler du problème de l'Etat en général, de notre Etat socialiste surtout, et du problème de nos intellectuels soviétiques.

On demande parfois : «Les classes exploiteuses chez nous sont supprimées ; il n'existe plus de classes ennemies dans le pays ; il n'y a plus personne à réprimer, c'est donc que l'Etat n'est plus nécessaire, il doit disparaître. Pourquoi alors ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Pourquoi ne nous appliquons-nous pas à en finir avec lui ?

Ne serait-il pas temps de jeter dehors tout ce fatras qu'est l'Etat ?»

Ou encore : «les classes exploiteuses sont déjà supprimées chez nous ; le socialisme est construit dans ses grandes lignes ; nous allons au communisme. Or, la doctrine marxiste sur l'Etat dit qu'en régime communiste, il ne doit point y avoir d'Etat. Pourquoi ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Ne serait-il pas temps de reléguer l'Etat au musée des antiquités ?»

Ces questions attestent que leurs auteurs ont appris consciencieusement certaines thèses de la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat.

Mais elles montrent d'autre part que ces camarades n'ont pas compris l'essence de cette doctrine, ils n'ont pas démêlé dans quelles conditions historiques se sont élaborées certaines thèses de cette doctrine ; ils n'ont pas compris surtout la situation internationale actuelle ; ils ont oublié l'encerclement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme.

Ces questions ne révèlent pas seulement une sous-estimation de l'encerclement capitaliste.

Elles révèlent aussi une sous-estimation du rôle et de l'importance des Etats bourgeois et de leurs organismes, qui envoient dans notre pays des espions, des assassins et des saboteurs, et guettent l'instant propice pour l'attaquer militairement ; elles révèlent de même la sous-estimation du rôle et de l'importance de notre Etat socialiste, de ses organismes militaires, punitifs, et de ses services de renseignements, nécessaires à la défense du pays du socialisme

contre les attaques du dehors. Il faut reconnaître que ces camarades ne sont pas les seuls à pécher par cette sous-estimation.

Dans une certaine mesure, nous tous, bolcheviks, tous sans exception, nous péchons par là. N'est-il pas surprenant que nous n'ayons eu connaissance que ces derniers temps — en 1937-1938 — de l'espionnage et de l'activité conspiratrice des meneurs trotskistes et boukhariniens, alors que, comme l'attestent les documents, ces messieurs étaient agents des services d'espionnage étrangers et fomentaient des complots contre la Révolution d'Octobre dès ses premiers jours ? Comment avons-nous pu ne pas remarquer cette chose si grave ? Comment expliquer cette bévue ?

On répond d'ordinaire à cette question : Nous ne pouvions pas supposer que ces gens-là tomberaient si bas. Mais ce n'est pas une explication, et encore moins une excuse. Car la bévue reste un fait. Comment l'expliquer, cette bévue ? Elle s'explique par une sous-estimation des forces et de l'importance du mécanisme des Etats bourgeois dont nous sommes entourés, et de leurs services d'espionnage qui s'appliquent à mettre à profit les faiblesses des hommes, leur vanité, leur veulerie, pour les prendre dans les filets d'espionnage dont ils cherchent à entourer les organismes de l'Etat soviétique.

Elle s'explique par la sous-estimation du rôle et de l'importance du mécanisme de notre Etat socialiste et de ses services de renseignements, par la sous-estimation de ces derniers ; par les bavardages prétendant que dans l'Etat soviétique les services de renseignements sont un détail, une bagatelle : que les services de renseignements soviétiques, tout comme l'Etat soviétique lui-même, devront bientôt être relégués au musée des antiquités.

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette sous-estimation ?

C'est que certaines thèses générales de la doctrine du marxisme sur l'Etat n'ont pas été élaborées jusqu'au bout, sont insuffisantes. Cette sous-estimation s'est répandue parce que nous avons fait preuve d'une insouciance impardonnable envers les problèmes de la théorie de l'Etat.

Cela, malgré vingt années d'expérience pratique dans la gestion de notre Etat, expérience qui fournit une riche documentation pour les généralisations théoriques. Cela, bien que nous ayons la possibilité, si nous le désirons, de combler avec succès cette lacune théorique.

Nous avons oublié les indications très importantes de Lénine sur les devoirs, en matière de théorie, des marxistes russes appelés à développer plus avant la théorie du marxisme. Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Nous ne regardons nullement la théorie de Marx comme quelque chose de fini et d'intangible ; nous sommes convaincus, au contraire, qu'elle a simplement posé la pierre angulaire de la science que les socialistes *doivent* pousser plus loin dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas se laisser distancer par la vie. Nous pensons que pour les socialistes russes une élaboration *indépendante* de la théorie de Marx est particulièrement indispensable, puisque cette théorie ne donne que des principes *directeurs* généraux, lesquels s'appliquent *en particulier* à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie. (*Lénine* : «Notre programme», t. II, p. 492, éd. russe.)

Prenons, par exemple, la formule classique de la théorie du développement de l'Etat socialiste, donnée par Engels :

Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir opprimée ; dès que sont supprimés, en même temps que la domination de classe et la lutte pour l'existence, fondée sur l'actuelle anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer et un pouvoir spécial de répression, un Etat, cesse d'être nécessaire. Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention du pouvoir d'Etat dans les relations sociales devient superflue sur un terrain après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'Etat n'est pas «aboli», il *disparaît*. (*Fr. Engels* : *Anti-Dühring*.)

Cette thèse d'Engels est-elle juste ?

Oui, elle est juste, mais à une des deux conditions suivantes : a) *si* l'on étudie l'Etat socialiste uniquement du point de vue du développement intérieur du pays, en faisant abstraction à l'avance du facteur international et en considérant le pays et l'Etat, pour la commodité de l'analyse, en dehors de la conjoncture internationale, ou b) *si* l'on suppose que le socialisme a déjà triomphé dans tous les pays, ou dans la plupart des pays; qu'au lieu de l'encerclement capitaliste existe l'encerclement socialiste ; qu'il n'y a plus de menace d'agression du dehors ; qu'il n'est plus besoin de renforcer l'armée et l'Etat.

Et si le socialisme n'a vaincu que dans un seul pays pris à part, et que, par conséquent, il soit absolument impossible de faire abstraction de la situation internationale, — que faire en pareil cas ?

A cette question, la formule d'Engels ne donne pas de réponse. Au reste, Engels ne se pose même pas cette question ; par conséquent, on ne peut trouver chez lui une réponse à cette question. Engels part de cette hypothèse que le socialisme a déjà triomphé plus ou moins simultanément dans tous les pays ou dans la plupart des pays.

Par conséquent, Engels n'analyse pas ici tel ou tel Etat socialiste concret de tel ou tel pays pris à part, mais le développement de l'Etat socialiste en général, en admettant que le socialisme a triomphé dans la plupart des pays, d'après cette formule : «Admettons que le socialisme ait triomphé dans la plupart des pays ; la question se pose : quels changements doit subir, en ce cas, l'Etat prolétarien, socialiste ?» Seul ce caractère général et abstrait du problème peut expliquer pourquoi dans l'analyse du problème de l'Etat socialiste, Engels fait totalement abstraction d'un facteur tel que la situation internationale, la conjoncture internationale.

Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas étendre la formule générale d'Engels sur le sort de l'Etat socialiste en général, au cas particulier et concret de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, entouré de pays capitalistes, menacé d'une agression militaire du dehors ; pays qui ne peut, par conséquent, faire

abstraction de la conjoncture internationale et doit disposer d'une armée bien préparée, d'organismes punitifs bien organisés et de solides services de renseignements; pays qui, par conséquent, doit avoir un Etat suffisamment fort pour pouvoir défendre les conquêtes du socialisme contre les attaques de l'extérieur.

On ne saurait exiger des classiques du marxisme, séparés de notre époque par 45 à 55 années, qu'ils aient prévu pour un avenir éloigné tous les zigzags de l'histoire dans chaque pays pris isolément.

Il serait ridicule d'exiger des classiques du marxisme qu'ils aient élaboré pour nous des solutions ; toutes prêtes sur tous les problèmes théoriques pouvant surgir dans chaque pays pris à part dans cinquante ou cent ans, afin que nous autres descendants des classiques du marxisme puissions tranquillement rester couchés sur le flanc et mâcher des solutions toutes prêtes. (*Hilarité.*)

Mais nous pouvons et devons exiger des marxistes-léninistes de notre époque, qu'ils ne se bornent pas à apprendre par coeur telles thèses générales du marxisme ; qu'ils pénètrent l'essence du marxisme ; qu'ils apprennent à tenir compte des vingt années d'expérience de l'Etat socialiste dans notre pays; qu'ils apprennent enfin, en se basant sur cette expérience et en s'inspirant de l'essence du marxisme, à concrétiser telles thèses générales du marxisme, à les préciser, à les perfectionner. Lénine a écrit son célèbre ouvrage *L'Etat et la Révolution* en août 1917, c'est-à-dire quelques mois avant la Révolution d'Octobre et la fondation de l'Etat soviétique. Lénine estimait que la tâche principale de ce livre était de défendre la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, contre les opportunistes qui la déformaient et la banalisaient. Lénine se proposait d'écrire la seconde partie de *L'Etat et la Révolution*, où il comptait tirer les principales conclusions de l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917.

Il est hors de doute que Lénine pensait élaborer et développer plus avant, dans la seconde partie de son livre, la théorie de l'Etat, en s'appuyant sur l'expérience du pouvoir soviétique dans notre pays. La mort l'empêcha d'accomplir cette tâche. Mais ce que Lénine n'a pas eu le temps de faire doit être accompli par ses disciples. (*Vifs applaudissements.*)

L'Etat est né de la division de la société en classes ennemies ; il est né pour tenir en bride la majorité exploitée dans l'intérêt d'une minorité d'exploiteur. Les instruments du pouvoir d'Etat étaient principalement l'armée, les organismes punitifs, les services d'espionnage, les prisons.

Deux fonctions essentielles caractérisent l'activité de l'Etat : une fonction intérieure (principale) — tenir en bride la majorité exploitée, et une fonction extérieure (non la principale) — étendre le territoire de sa classe, de la classe dominante, aux dépens du territoire des autres Etats, ou défendre le territoire de son Etat contre les attaques des autres Etats. Il en était ainsi sous le régime d'esclavage et le féodalisme. Il en est ainsi en régime capitaliste.

Pour renverser le capitalisme, il a fallu non seulement retirer le pouvoir à la bourgeoisie, non seulement exproprier les capitalistes, mais briser entièrement la machine d'Etat de la bourgeoisie, sa vieille armée, son corps de fonctionnaires bureaucratique, sa police, et remplacer cette machine par une nouvelle forme d'Etat, prolétarien, par un nouvel Etat, socialiste. C'est justement ce qu'ont fait les bolcheviks.

Mais il ne s'ensuit pas du tout que le nouvel Etat prolétarien ne puisse conserver certaines fonctions de l'ancien Etat, modifiées suivant les besoins de l'Etat prolétarien.

Il ne s'ensuit pas, à plus forte raison, que les formes de notre Etat socialiste doivent rester immuables ; que toutes les fonctions initiales de notre Etat doivent être conservées dans leur intégrité, à l'avenir également. En réalité, les formes de notre Etat changent et changeront avec le développement de notre pays et en même temps que se modifiera la situation extérieure.

Lénine a parfaitement raison quand il dit :

Les formes des Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : tous ces Etats sont d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, en dernière analyse, une *dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas ne pas fournir une grande abondance et une diversité de formes politiques ; mais

leur essence sera inévitablement une : *la dictature du prolétariat*. (Lénine: *L'Etat et la Révolution*, t. XXI, p. 393, éd. russe.)

Depuis la Révolution d'Octobre notre Etat socialiste a traversé, dans son développement, deux phases principales :

La première phase, c'est la période allant de la Révolution d'Octobre à la liquidation des classes exploiteuses.

La tâche principale de cette période consistait à écraser la résistance des classes renversées, à organiser la défense du pays contre l'agression des interventionnistes, à rétablir l'industrie et l'agriculture, à préparer les conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes.

En conséquence, notre Etat remplissait, pendant cette période, deux fonctions principales. Première fonction: écrasement des classes renversées à l'intérieur du pays.

En cela notre Etat rappelait extérieurement les Etats précédents, dont la fonction consistait à écraser les réfractaires, avec toutefois cette différence de principe que notre Etat écrasait la minorité exploiteuse au profit de la majorité travailleuse, tandis que les Etats précédents écrasaient la majorité exploitée au profit de la minorité exploiteuse. Deuxième fonction : défense du pays contre l'agression du dehors. En cela notre Etat rappelait de même, extérieurement, les Etats précédents qui, eux aussi, s'occupaient de la défense armée de leur pays.

Il y avait toutefois cette différence de principe que notre Etat défendait, contre l'agression du dehors, les conquêtes de la majorité travailleuse, tandis que les Etats précédents défendaient alors les richesses et les privilèges de la minorité exploiteuse. Il y avait encore une troisième fonction : le travail d'organisation économique et le travail culturel et éducatif des organismes de notre Etat, travail qui avait pour but de développer les jeunes pousses de l'économie nouvelle, socialiste, et de rééduquer les hommes dans l'esprit du socialisme.

Mais cette nouvelle fonction ne prit pas à l'époque un sérieux développement.

La seconde phase a été la période allant de la liquidation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la victoire complète du système socialiste de l'économie, à l'adoption de la nouvelle Constitution.

La tâche essentielle de cette période a été d'organiser l'économie socialiste dans l'ensemble du pays et de faire disparaître les derniers vestiges des éléments capitalistes ; d'organiser la révolution culturelle, d'organiser une armée parfaitement modernisée pour la défense du pays.

En conséquence, les fonctions de notre Etat socialiste se sont modifiées. La fonction de répression militaire à l'intérieur du pays est devenue superflue, elle a disparu, puisque l'exploitation a été supprimée, les exploités n'existent plus et il n'y a plus personne à réprimer. La fonction de répression a fait place à la fonction de protection de la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. La fonction de défense militaire du pays contre l'agression du dehors s'est conservée intégralement.

Par conséquent, on a conservé aussi l'Armée rouge, la Marine militaire ainsi que les organismes punitifs et les services de renseignements, nécessaires pour capturer et châtier les espions, les assassins, les saboteurs dépêchés dans notre pays par les services d'espionnage étrangers. De même s'est conservée et pleinement développée la fonction d'organisation économique, de travail culturel et éducatif des organismes d'Etat.

Maintenant la tâche essentielle de notre Etat, à l'intérieur du pays, consiste à faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation. En ce qui concerne notre armée, nos organismes punitifs et nos services de renseignements, leur pointe est dirigée non plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur, contre les ennemis du dehors.

Comme vous voyez, nous avons maintenant un Etat absolument nouveau, un Etat socialiste, sans précédent dans l'histoire et qui se distingue sensiblement, par sa forme et ses fonctions, de l'Etat socialiste de la première phase.

Mais le développement ne peut en rester là. Nous allons plus loin, en avant, vers

le communisme. L'Etat subsistera-t-il aussi en période de communisme ?

Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté. Et l'on conçoit que les formes de notre Etat seront de nouveau modifiées en conformité des changements qui pourront survenir dans la situation intérieure et extérieure.

Non, il ne subsistera pas, il disparaîtra, si l'encerclement capitaliste est liquidé, s'il est remplacé par l'encerclement socialiste.

Il en est ainsi du problème de l'Etat socialiste.

La deuxième question est celle des intellectuels soviétiques.

Dans cette question, de même que dans celle de l'Etat, il existe au sein de notre Parti un certain manque de clarté, une certaine confusion.

Malgré la position parfaitement claire du Parti dans le problème des intellectuels soviétiques, des conceptions hostiles aux intellectuels soviétiques et incompatibles avec la position du Parti, ont encore cours dans les rangs de ce dernier.

On sait que les propagateurs de ces conceptions erronées observent une attitude de dédain et de mépris envers les intellectuels soviétiques, qu'ils considèrent comme une force étrangère et même hostile à la classe ouvrière et à la paysannerie.

Il est vrai que, pendant la période du développement soviétique, l'intelligentsia a radicalement changé, tant au point de vue de sa composition que de sa situation ; elle s'est rapprochée du peuple et collabore honnêtement avec lui.

C'est ce qui la distingue, en son principe, des anciens intellectuels, des intellectuels bourgeois.

Mais ces camarades-là n'en ont cure. Ils continuent leur vieille antienne, et

reportent à tort sur les intellectuels soviétiques les conceptions et les sentiments qui avaient une raison d'être autrefois, quand les intellectuels se trouvaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Autrefois, avant la Révolution, en régime capitaliste, l'intelligentsia était surtout composée de représentants des classes possédantes — nobles, industriels, marchands, koulaks, etc.

Il y avait aussi dans ses rangs des hommes sortis de la petite bourgeoisie, des milieux de petits fonctionnaires, et même de paysans et d'ouvriers ; mais ils ne jouaient ni ne pouvaient jouer un rôle décisif. L'intelligentsia, dans son ensemble, trouvait sa pitance auprès des classes possédantes qu'elle servait.

Aussi conçoit-on la méfiance, souvent changée en haine, que nourrissaient à son égard les éléments révolutionnaires de notre pays et, en premier lieu, les ouvriers.

Il est vrai que l'ancienne intelligentsia a donné des hommes, des dizaines d'hommes courageux et révolutionnaires, qui ont embrassé le point de vue de la classe ouvrière, au sort de laquelle ils ont lié étroitement leur propre sort. Mais ces gens-là étaient trop peu nombreux parmi les intellectuels, et ils ne pouvaient changer la physionomie de l'intelligentsia dans son ensemble.

Cependant la situation, en qui concerne les intellectuels, a radicalement changé après la Révolution d'Octobre, après la défaite de l'intervention militaire étrangère et surtout après la victoire de l'industrialisation et de la collectivisation agricole.

L'exploitation ayant été supprimée et le système socialiste affirmé dans l'économie, des possibilités réelles ont été créées, qui ont permis de doter le pays d'une nouvelle Constitution, et de la mettre en oeuvre. Dès les premiers jours de la Révolution d'Octobre, la partie la plus influente et la plus qualifiée de l'ancienne intelligentsia se détacha de la masse des intellectuels, engagea la lutte ouverte contre le pouvoir soviétique et se lança dans le sabotage, ce qui lui valut un châtimeut mérité ; elle fut battue et dispersée par les organes du

pouvoir soviétique.

Ensuite, la plupart de ceux d'entre eux qui étaient restés se firent enrôler par les ennemis de notre pays comme saboteurs, espions. C'est ainsi qu'ils se sont eux-mêmes mis hors des rangs des intellectuels.

Une autre partie des anciens intellectuels, moins qualifiée mais plus nombreuse, continua longtemps encore à piétiner sur place, espérant des «temps meilleurs». Mais elle finit visiblement par se résigner et décida de prendre du service, de s'accommoder du pouvoir soviétique. Une grande partie de ce groupe de l'ancienne intelligentsia est déjà vieille et commence à quitter les rangs. La troisième partie des vieux intellectuels, simples travailleurs pour la plupart, encore moins qualifiée que la partie précédente, s'est jointe au peuple et a suivi le pouvoir soviétique.

Ces intellectuels avaient besoin de parachever leur instruction, et c'est ce qu'ils firent dans nos écoles supérieures. Mais à côté de ce laborieux processus de différenciation et de dislocation de l'ancienne intelligentsia, s'opérait le processus impétueux de formation, de mobilisation et de rassemblement des forces d'une nouvelle intelligentsia.

Des centaines de milliers de jeunes gens, sortis des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels, travailleurs, allèrent aux écoles supérieures et aux écoles spéciales, puis vinrent compléter les rangs éclaircis des intellectuels.

Ils infusèrent à l'intelligentsia un sang nouveau, la régénérèrent à la manière nouvelle, à la manière soviétique. Ils ont radicalement changé à leur image et à leur ressemblance la physionomie de l'intelligentsia. Ce qui restait des vieux intellectuels s'est trouvé dissous dans la masse des nouveaux intellectuels soviétiques issus du peuple.

C'est ainsi qu'est apparue une intelligentsia nouvelle, soviétique, étroitement liée au peuple et prête, dans sa grande masse, à le servir fidèlement.

Résultat : nous avons maintenant une nombreuse intelligentsia nouvelle, socialiste, issue du peuple et qui se distingue foncièrement des anciens intellectuels bourgeois, tant par sa composition que par sa physionomie sociale et politique.

Aux anciens intellectuels d'avant la Révolution, qui étaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, s'appliquait parfaitement la vieille théorie sur les intellectuels, théorie affirmant la nécessité de se méfier des intellectuels et de mener la lutte contre eux. Maintenant cette théorie a fait son temps.

Elle ne convient plus désormais à nos intellectuels nouveaux, soviétiques. Pour ces derniers, il faut une théorie nouvelle, affirmant la nécessité d'une attitude fraternelle à leur égard, la nécessité de prendre soin d'eux, de les respecter et de collaborer avec eux dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la paysannerie.

C'est clair, je pense.

Il est d'autant plus étonnant et plus étrange qu'après tous les changements radicaux survenus dans la situation des intellectuels, il y ait encore, dans notre Parti, des hommes qui essaient d'appliquer la vieille théorie, dirigée contre les intellectuels bourgeois, à notre nouvelle intelligentsia soviétique, laquelle est socialiste en son essence.

Ces hommes prétendent, voyez-vous, que des ouvriers et des paysans qui, tout dernièrement encore, travaillaient en stakhanovistes dans les usines et les kolkhoz, et ont été envoyés ensuite aux écoles supérieures pour y recevoir l'instruction, cessent d'être par là même des hommes de pleine valeur ; qu'ils deviennent des hommes de deuxième qualité. Il s'ensuit que l'instruction est chose nuisible et dangereuse. (*Rires*).

Nous voulons faire de tous les ouvriers et de tous les paysans des hommes cultivés et instruits; et nous le ferons avec le temps. Mais selon l'opinion de ces singuliers camarades, cette entreprise recèle, paraît-il, un grand danger ; car ouvriers et paysans, une fois cultivés et instruits, risquent d'être classés dans la

catégorie des hommes de deuxième qualité. (*Hilarité.*) Il n'est pas exclu qu'avec le temps ces singuliers camarades peuvent en venir à glorifier le retard, l'ignorance, l'inculture, l'obscurantisme. Et cela se conçoit.

Les entorses en matière de théorie n'ont jamais conduit et ne peuvent conduire à rien de bon.

C'est ainsi que se présente le problème de notre nouvelle intelligentsia socialiste.

En ce qui concerne le renforcement du Parti, nos tâches sont les suivantes :

1. Améliorer systématiquement la composition du Parti, en élevant le niveau de conscience de ses membres et en n'admettant dans le Parti, par voie de sélection individuelle, que des camarades vérifiés et dévoués à la cause du communisme ;
2. Rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, afin que leur travail de direction soit de plus en plus actif et concret, de moins en moins bureaucratique et noyé dans les séances ;
3. Centraliser le choix des cadres, les former avec sollicitude, étudier avec soin les qualités et les défauts de chaque militant, élever plus hardiment aux postes de direction les jeunes militants, adapter le choix et la répartition des cadres aux nécessités de la ligne politique du Parti ;
4. Centraliser la propagande et l'agitation du Parti, intensifier la propagande des idées du marxisme et du léninisme, élever le niveau théorique et pousser la formation politique de nos cadres.

* * *

Camarades, je termine mon rapport.

J'ai esquissé dans ses traits généraux le chemin que notre Parti a parcouru pendant la période écoulée.

Les résultats du travail du Parti et de son Comité central, au cours de cette

période, sont connus. Nous avons enregistré des insuffisances et des fautes. Le Parti et son Comité central ne les ont pas cachées, ils se sont efforcés de les corriger. Nous comptons aussi de sérieux succès et de grandes réalisations, mais il ne faut pas qu'ils nous donnent le vertige.

Le principal résultat, c'est que la classe ouvrière de notre pays, après avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme et solidement établi le régime socialiste, a prouvé au monde entier le bien-fondé de sa cause. C'est là le résultat principal, puisqu'il affermit la foi dans les forces de la classe ouvrière et dans sa victoire certaine, définitive.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que le peuple ne peut se passer des capitalistes ni des grands propriétaires fonciers, des marchands et des koulaks. La classe ouvrière de notre pays a démontré, en fait, que le peuple peut fort bien se passer des exploiters.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la classe ouvrière, après avoir détruit le vieux système bourgeois, est incapable de construire un ordre nouveau en remplacement de l'ancien. La classe ouvrière de notre pays a démontré en fait qu'elle est parfaitement capable non seulement de détruire l'ancien régime, mais de construire un régime nouveau, meilleur, le régime socialiste, qui ne connaît ni crises ni chômage.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la paysannerie n'est pas capable de s'engager dans la voie du socialisme. La paysannerie kolkhozienne de notre pays a montré en fait qu'elle peut marcher avec succès dans la voie du socialisme.

Mais ce que la bourgeoisie de tous les pays et ses laquais réformistes veulent surtout, c'est enlever à la classe ouvrière la foi en ses propres forces, la foi dans la possibilité et la certitude de sa victoire, et perpétuer ainsi l'esclavage capitaliste.

Car la bourgeoisie sait que si le capitalisme n'est pas encore renversé et subsiste toujours, il le doit non pas à ses bonnes qualités, mais au fait que le prolétariat

n'a pas encore une foi suffisante en la possibilité de sa victoire. On ne saurait dire, que les efforts de la bourgeoisie, dans cet ordre d'idées, demeurent absolument sans succès. Il faut reconnaître que la bourgeoisie et ses agents au sein de la classe ouvrière ont réussi, dans une certaine mesure, à intoxiquer l'âme, de la classe ouvrière par le poison du doute, par le scepticisme. Si les succès de la classe ouvrière de notre pays, si sa lutte et sa victoire contribuent à relever le moral de la classe ouvrière des pays capitalistes et à consolider sa foi en ses propres forces, la foi en sa victoire, notre Parti pourra dire qu'il ne travaille pas en vain.

On peut ne pas douter qu'il en sera justement ainsi. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Vive notre classe ouvrière victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre paysannerie kolkhozienne victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre intelligentsia socialiste ! (*Applaudissements.*)

Vive la grande amitié des peuples de notre pays ! (*Applaudissements.*)

Vive le Parti communiste bolchevik de l'U.R.S.S. ! (*Applaudissements.*)

(*Tous les délégués, debout, acclament le camarade Staline et lui font une longue ovation. Des Acclamations partent : «Hourra ! Vive le camarade Staline ! Au grand Staline, hourra ! A notre bien-aimé Staline, hourra !»*)